

n° 768 - 4 F
DU 5 AU 11 JANV. 1978

nouvelle édition

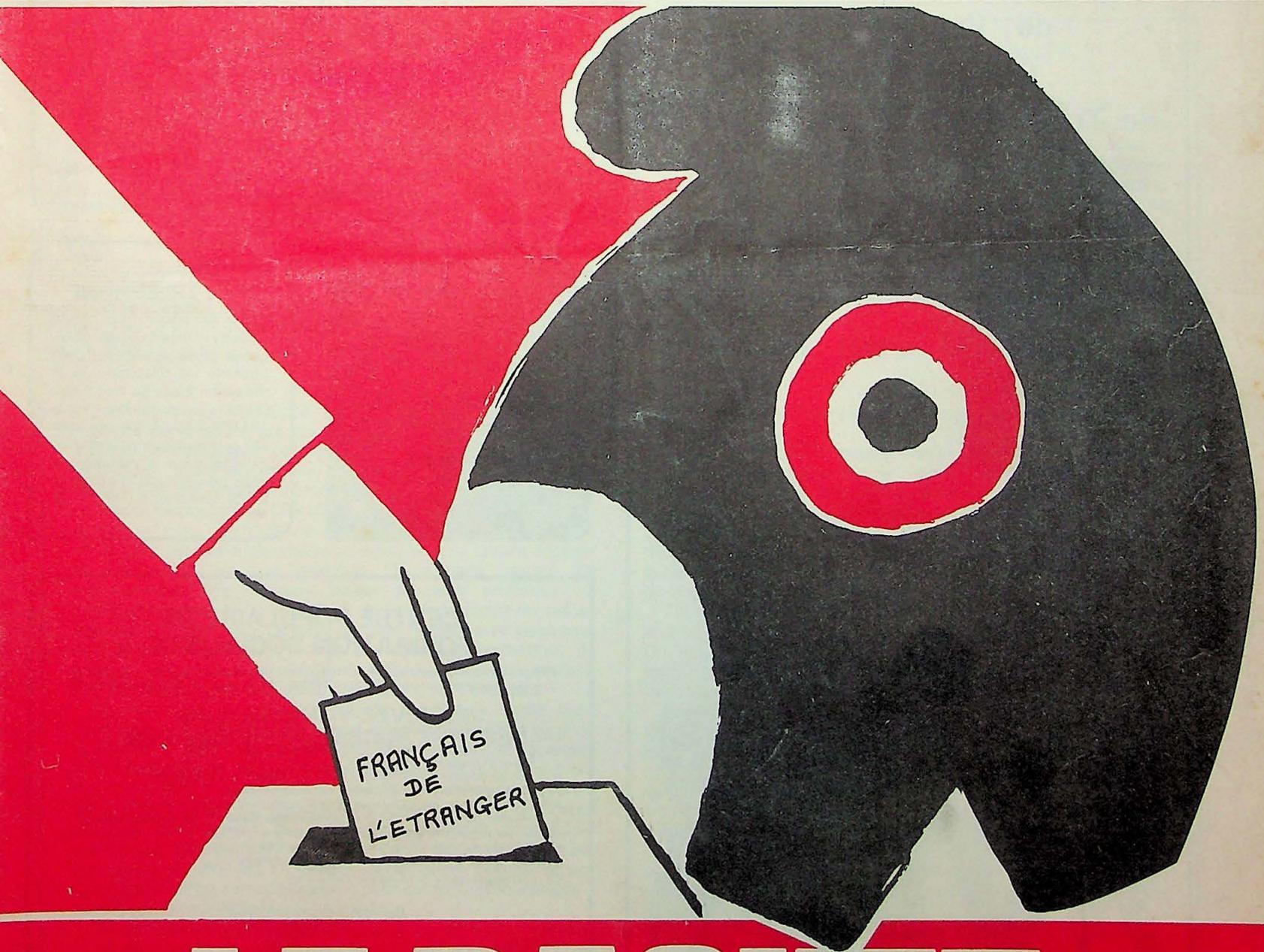
HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

1978
Année des dupes ?

la majorité organise



LE RACKET

CALENDRIER POLITIQUE

Envoyez votre communiqué le plus tôt possible : dès que vous avez connaissance du meeting, réunion, colloque, etc. *TS*, qui paraît le vendredi est imprimé le jeudi matin et composé le mercredi. Dès le lundi soir nous ne pouvons plus prendre en compte les informations. Chaque envoi d'un communiqué concernant cette rubrique doit porter la mention : « calendrier politique ».

**Tribune Socialiste :
l'hebdomadaire
de l'autogestion
Chaque lecteur
de Tribune Socialiste est aussi
un de ses correspondants**



Cabinet de rédaction.

REDACTION

Chaque fois que vous êtes en mesure de faire un compte rendu de grève, manifestation, etc, n'oubliez pas de préciser le jour, la date, l'heure, de mentionner le nom des participants, des organisations engagées. Et, si vous le pouvez, utilisez la machine à écrire. C'est tellement plus lisible. Une précision : toute information envoyée à la rédaction n'est pas forcément retenue (place, choix à opérer, etc.).

**COUPURES
DE PRESSE**

Comme nous n'avons ni les moyens, ni le temps, de lire la presse régionale, faites-nous parvenir, en précisant le nom du journal et sa date, tous les articles susceptibles de nous intéresser. En précisant : « *revue de presse* » sur l'enveloppe.

PAR TELEPHONE

Dans certains cas d'urgence (mais seulement) il est possible de téléphoner à la rédaction jusqu'au mardi soir (21 h) : composer le 16 (1) 566 45 64. Ce qui aura été communiqué pourra ainsi paraître dans le numéro qui vous parvient-par la poste en fin de semaine.

**CENTRE POPULAIRE DE
FORMATION SOCIALISTE**

Programme du deuxième trimestre : huit séances le JEUDI (de 19 h à 20 h 45) à partir du 5 janvier 1978 au CREFA, 78 A, rue de Sèvres Paris 7°

**INSCRIVEZ-VOUS ! Le thème :
THEORIE ET PRATIQUE DE L'AUTOGESTION**

Deux exposés introductifs :

- 1. Les problèmes de l'autogestion • 2. L'autogestion en Yougoslavie
- 3. Du contrôle ouvrier à l'autogestion • 4. Institutions autogestionnaires
- 5. Formes de transition de la démocratie bourgeoise ou du monolithisme italien à l'autogestion • 6. Pratique en Yougoslavie de l'Etat centralisé à l'autogestion
- 7. Pratique en Yougoslavie : le plan et les marchés en Yougoslavie
- 8. Les formes de la dualité du pouvoir en Yougoslavie

Ce cycle sera présenté et animé par Victor FAY.

Bulletin d'inscription

NOM PRENOM
ADRESSE
s'inscrit au cycle Autogestion et expérience yougoslave
Inscription : 50 F

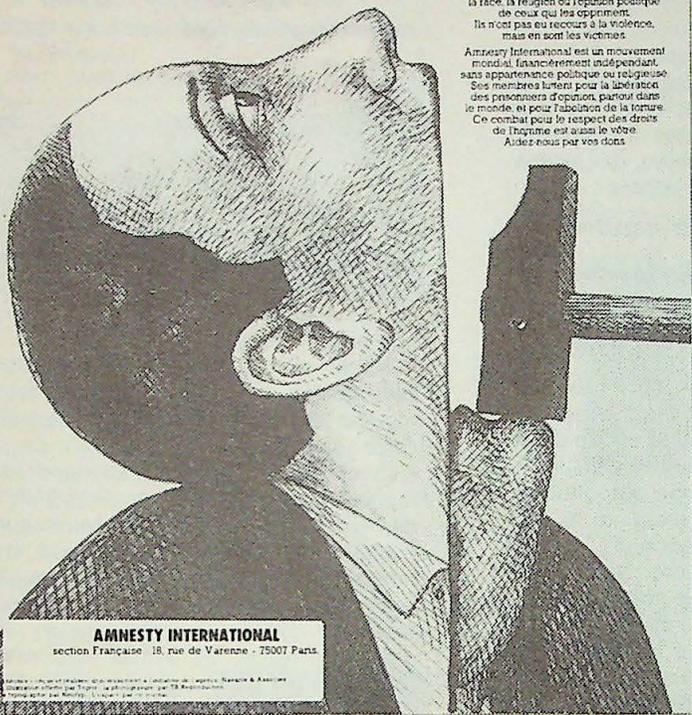
Retourner ce bon à CPFS 9, rue Borromée - 75015 Paris, avec le règlement correspondant (CCP CPFS 15 307 39 C Paris)

LA LIBERTÉ D'OPINION EST-ELLE MORTELLE ?

Chaque jour des hommes et des femmes, quelque part dans le monde sont jetés en prison, humiliés, torturés et parfois assassinés.

Leur unique crime est de ne pas avoir la race, la religion ou l'opinion politique de ceux qui les oppriment. Ils n'ont pas eu recours à la violence, mais en sont les victimes.

Amnesty International est un mouvement mondial, financièrement indépendant, sans appartenance politique ou religieuse. Ses membres luttent pour la libération des prisonniers d'opinion, partout dans le monde, et pour l'abolition de la torture. Ce combat pour le respect des droits de l'homme est aussi le vôtre. Aidez-nous par vos dons.



AMNESTY INTERNATIONAL
section Française 18, rue de Varenne - 75007 Paris

Amnesty International est un mouvement mondial, financièrement indépendant, sans appartenance politique ou religieuse. Ses membres luttent pour la libération des prisonniers d'opinion, partout dans le monde, et pour l'abolition de la torture. Ce combat pour le respect des droits de l'homme est aussi le vôtre. Aidez-nous par vos dons.

Publicité gratuite
1977
année du prisonnier
d'opinion

● **Du 4 janvier au 25 janvier (Montauban) :** Le Front autogestionnaire occitan, en vue de s'organiser pour mars et après mars 78 a mis sur pied un certain nombre de commissions de travail : **commission agricole :** le 4 janvier à 21 h, 3, rue de la Mandoune à Montauban. **Ecologie-cadre de vie :** le 11 janvier à 21 h, salle de la mairie à Montech. **Fiscalité :** le 16 janvier à 21 h, 3, rue de la Mandoune. **Economie :** le 18 janvier à 21 h, même adresse. **Institutions :** le 24 janvier à 21 h à la salle du tribunal de Moissac. **Femmes :** le 25 janvier à 21 h au 3, rue de la Mandoune. Pour tout contact : Front autogestionnaire occitan, 3,

rue de la Mandoune 82 000 Montauban.

● **Samedi 7 janvier (Colombes) :** réunion constitutive du Front autogestionnaire sur la circonscription, en vue d'une candidature aux législatives. A 15 h à la salle de la Cuisine centrale, 3, rue d'Estienne d'Orves

● **Samedi 7 et dimanche 8 janvier (Nîmes) :** Etats Généraux Sport et autogestion ; samedi 10 : ouverture et mise en place des commissions ; le soir : film. *Aux stades citoyens* (débat public). Dimanche : rapport des commissions et débat général. Le tout au Centre Pablo Neruda.

A NOS CORRESPONDANTS

Nos correspondants, tant à Paris qu'en Province, sont priés de bien vouloir nous faire parvenir toutes les informations concernant la rubrique « calendrier », au plus tard le lundi. Tribune socialiste, rédaction, 9, rue Borromée, 75015 Paris, tél. 566 45 64. N'oubliez pas de préciser l'heure, l'adresse précise, le contact éventuel... sinon ce ne sera plus un calendrier, mais une devinette ! (C'est plus vrai que jamais !).

humeur

en France on a des idées

En France, quand on a pas de neige, on a des idées. La fin du mois de décembre a été particulièrement riche, en proportion inverse de l'épaisseur des flocons. Il y a eu, bien sûr, les habituelles dissertations sur le permis de skier, les sens obligatoires, les carrefours signalisés des pistes ; et aussi sur la nécessité de poster des CRS glisseurs derrière chaque sapin pour verbaliser dans la foule ceux qui n'ont pas la chance de déclencher des avalanches en haute altitude en se faisant déposer en hélicoptère loin des manants. On a parlé, encore, de l'aménagement de quelques pistes de neige artificielle qui seraient ouvertes toute l'année et de l'aménagement de vastes espaces bitumés pour recevoir de plus nombreuses caravanes des neiges ; ces petites boîtes blanches qui permettent de pomper l'argent des skieurs que l'on fait vivre à plusieurs dans huit mètres carrés en les persuadant que c'est l'aventure.

Le non-skieur que je reste, suivais cela d'une oreille aussi distraite qu'à l'ordinaire quand deux idées nouvelles ont surgi de la grisaille. D'abord Jacques Médecin, maire de Nice et secrétaire d'Etat au Tourisme, a suggéré que les skieurs de fond acquittent un droit de péage pour circuler dans les zones calmes et désertes qu'ils affectionnent ; et gagnent sans le secours d'un tire-fesses ou d'un téléphérique. A peine remis de cette perspective audacieuse, j'ai entendu les marchands de neige des Pyrénées qui, faute de flocons à vendre, réclamaient solennellement l'instauration d'un « *impôts neige* » pour compenser le manque à gagner que leur inflige le beau temps.

On se frotte les oreilles avec de la neige, on retire son bonnet et on se renseigne : non, non, c'est sérieux. Jacques Médecin fait préparer son projet et dans les Pyrénées, soixante-cinq élus locaux et parlementaires divers ont — solennellement eux aussi — joint leurs voix à celles des hôteliers, gargotiers et huileurs de remonte-pentes pour demander que l'Etat et la collectivité se

préoccupent de ces victimes d'une nouvelle calamité naturelle : le beau temps.

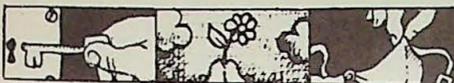
L'assurance-bénéf est dans l'air et le podomètre obligatoire pointe à l'horizon des chemins creux ; les sentiers de grande randonnée seront bientôt payant et derrière les barrières de bois on ne trouvera plus de taureaux furieux ou de chèvres friandes de bas de pantalon, mais des gabelous verts tendant leurs sébiles tricolores. Les randonneurs seront priés de verser quelques francs supplémentaires s'ils triment des sacs trop lourds : excédents de bagage !

Triomphe de l'écologie : on ne vendra plus, comme il y a dix ans, de l'air du Mont Blanc en boîte à quelques gogos des villes. On fera des économies sur l'emballage et on fera payer sur place les grands bols d'air. Plus il sera pur, plus il sera cher, comme les tomates biologiques.

Ne restera plus qu'à taxer les photographes amateurs. Tous les paysages, tous les monuments et autres sites pittoresques le long desquels des profiteurs s'arrêtent sans manger de frites ni acheter de cartes postales, seront dotés d'un repère infra-rouge qui impressionnera la pellicule. Au développement, le laboratoire enverra son relevé au ministère des Sites et des Richesses naturelles chargé de répartir la manne sur les communes visitées. Non sans avoir procédé à une péréquation calculée après consultation du ministère de la Météo chargé d'établir chaque saison le coefficient de malchance-mauvais temps (malus-bonus) des 36 000 communes de France.

Et avec ces sous glanés le long des sentiers, derrière les sapins en haut des rochers, dans les remous de rivières, on calmera les indignations et les crampes de porte-feuille des industriels du tourisme, désespérés de ne pas réussir à commander à la pluie, au soleil et à la neige.

C.M. VADROT ■



VEGE : les surenchères

Au cours des assises du troisième âge à Lyon, vous avez, Monsieur le président, tenu à manifester votre respect, votre attachement, que dis-je, votre affection au troisième âge. Et conclu : « *Personnes du troisième âge, nous avons besoin de vous !* »

C'est clair. Nous avons compris : on a besoin de notre bulletin de vote. Déjà dans le passé, à la télé, à Carpentras, avant chaque consultation électorale, vous avez annoncé que tous les vieux allocataires du Fonds de solidarité seraient bientôt millionnaires.

Les retraités sont écoeurés de toutes ces surenchères. Nous ne voulons pas d'aumônes. Nous réclamons des retraites décentes, pour tous. Les inégalités en ce domaine sont flagrantes. Il y a des retraites à 40, 50 et 75 % du salaire comme il y a des départs en retraite à 55, 60 et 65 ans. Ce n'est pas avec vos retraites de misère que vous allez sortir l'homme de l'ornière dans laquelle il vit. Au contraire, vous travaillez à son avilissement, à son abaissement, à son conditionnement. Prenez le cas d'un « *smi-card* » qui part à la retraite : toute sa vie, il a vécu difficilement ; la retraite pour lui, c'est la misère. Le SMIC, c'est déjà insuffisant. Alors 50 % du SMIC... Nous ne voulons pas de retraite inférieure au SMIC !

Encore faut-il sur nos maigres revenus, payer un impôt dès lors qu'on franchit le « *plafond* ». Impôt dérisoire certes. Mais qui nous fait perdre le bénéfice des avantages sociaux octroyés aux non imposables. Autant dire qu'alors on perd plus qu'on ne gagne à mériter le titre de contribuable. [...]

Vous annoncez que le déficit commercial est inférieur à celui de l'année passée et qu'il faut voir là le départ de la reprise économique. Moi, avec ma petite tête de retraité manuel, je vois un grand trou qui s'agrandit chaque jour. Je vois des licenciements de jour en jour, des chômeurs de

plus en plus, des prix qui grimpent, des usines qu'on ferme, des faillites, des jeunes qui font la queue dans les agences pour l'emploi, des impôts de plus en plus lourds. Est-ce là le signe d'une reprise ? [...]

Nous ne sommes pas dupes. Nous sommes fatigués de vous entendre et de vous voir à la TV. Vous êtes des bateleurs de foire, des amuseurs publics, des incapables. Une seule solution : dehors !

G. FOURNIER ■

« C'est pas sérieux... »

Militant du PSU depuis 1961 (quel mérite !) je m'interroge avec angoisse. Serai-je en train de virer à droite ? De glisser vers cette affreuse majorité silencieuse ? Dois-je me préparer à mon autocritique ? Car voyez-vous, humblement, je le confesse, j'aime bien l'émission « *C'est pas sérieux* ». Plus grave encore : en la regardant, je ris quelquefois, je souris souvent, ne m'emmerde jamais [...] et trouve même réconfortante l'existence de ce type d'émission. Je dois être anormal [...].

Quant à Philippe Mariélie, il montre bien que la réputation de pisse-vinaigre d'une certaine extrême gauche n'est pas surfaite [...].

Quand l'extrême gauche se gargarise avec les « *masses* » et qualifie de traîtres les tenants du Programme commun fusionnant et scissionnant à qui mieux mieux. Quand PCF et PS se montrent du doigt proclamant « *c'est pas moi, c'est lui* », chacun se disant le meilleur défenseur des travailleurs et le détenteur de la vérité. Alors, le moins qu'on puisse dire n'est-ce pas, c'est que « *c'est pas sérieux* ». Aussi, faut-il s'étonner et s'indigner qu'on nous tourne en dérision [...].

Pour conclure : *TS* pourrait se passer de certaines rubriques sans mettre en cause la « *Révolution* »... Il n'est pas souhaitable de mélanger état d'âme et analyse politique.

J. THIRION (Sarreguemines) ■

Disons-le bien fort : notre avenir est agricole et fédéral

[...] Le PSU propose à tous ceux qui pensent l'avenir en termes autogestionnaires et plus particulièrement aux femmes, aux écologistes, aux minorités nationales, d'unir nos efforts et d'être présents ensemble aux prochaines législatives. Mais nous n'avons pas encore beaucoup d'échos de cette convergence souhaitée dans *TS*. Ne devons-nous pas faire connaître dès maintenant, avec clarté et précision, nos propositions dans ces domaines ?

Nous avons largement contribué à l'émergence de l'écologie que tout le monde tente aujourd'hui de récupérer. En cette matière, élément important de notre « *vivre autrement* », il conviendrait de rappeler nos projets. L'un m'apparaît fondamental : la protection des terres agricoles avec la création de zones à usage strictement agricoles. Devant le gaspillage sans précédent des meilleures terres, notamment dans le bassin parisien, il est urgent de réagir, de penser aujourd'hui à tous ceux qui sont sous-alimentés dans le monde et aux générations futures. L'agriculture, c'est vrai, devient la grande chance de la France. Soyons de ceux qui le disent bien fort.

Envers les minorités nationales nous n'avons pas été suffisamment précis. Nous devons avancer pour l'immédiat la mise en place de structures fédérales pour notre pays. Les ethnies ou régions à caractère reconnu (devons-nous nous référer partiellement aux anciennes provinces ?) formeraient des ensembles fédérés ayant aussi une réalité économique dotés d'une réelle autonomie. Cette structure cadre avec nos perspectives socialistes autogestionnaires [...].

Tous ceux et celles qui cherchent une alternative différente doivent pouvoir trouver dans notre hebdo davantage matière à causer avec nous.

C. PORTIGLIATTI (Orsay) ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Profession.....

Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent

Rédacteur en chef : José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint : Claude Desliat

Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan.

● Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Mariélie, B. Ravenel.

● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier.

R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot.

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulin, Fénu, Mathé

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot

Édité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »

9, rue Borromée, 75015 Paris.

Rédaction : 566.45.64 et 566.45.37 poste 096

Administration et publicité : 566.45.37

Numéro de la commission paritaire : 50 392

Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression :

Société nouvelle de l'imprimerie spéciale du chèque

38, rue de la Fédération, Montreuil - 858.88.33

Changement d'adresse

Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes.

● **Où va la France ?**

Les ravages du parti-nation
par **V. Leduc** p 5
1978 : l'année des dupes ?
par **M. Mousel** p 6-7
Les voix des Français à l'étranger : le racket



par **Ph. Mariélie** p 8-9
Libertés surveillées

par **M. Etienne** p 10

● **Social**

Michelin : à chacun son samedi p 11

Ne plus perdre sa vie à la gagner

par **C. Deslhiat et Y. Sparfel** p 12

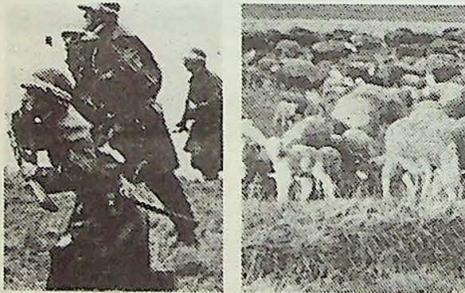
Rhône-Poulenc : le sabotage

par **Y. Sparfel** p 13

● **Bonnes feuilles**

La guérilla écologique

par **C.-M. Vadrot** p 14-16



● **Et pourtant elle tourne**

Sahara : que veut Giscard ?

par **J. Sanchez** p 17-18

● **La parole à :**

Jean Duvignaud : la seule solution sera l'autogestion,

propos recueillis

par **J. Sanchez** p 19-20



● **Les armes de la critique**

Little big man

par **G. Marsauche** p 21

Cinéma : viv(r)l'amour !

par **F. Gastellier** p 22



Télé : apothéose et gueulé de bois

par **Ph. Mariélie** p 23

3^e festival des travailleurs immigrés : une leçon d'unité

par **Cl. Deslhiat** p 24

les ravages du Parti-Nation

Par Victor LEDUC



Entre Viêt-namiens et Cambodgiens, deux peuples qui ont mené des luttes exemplaires de libération nationale, des hostilités ont éclaté, dont les origines restent obscures, mais qui semblent bien avoir pour enjeu des problèmes de frontières.

Accusés de porter atteinte de façon systématique à la souveraineté territoriale du Viêt-nam, selon un communiqué de Hanoi, les dirigeants kmers reprochent à la République socialiste du Viêt-nam, selon un communiqué de Phnom penh, d'avoir déclenché une guerre non déclarée dans le but de s'emparer du Kampuchéa pour l'intégrer à une fédération indochinoise dominée par Hanoi.

Ainsi ces deux pays, qui se réclament du socialisme et qui avaient noué des liens fraternels dans une même bataille contre l'impérialisme américain, bataille que tous les militants révolutionnaires avaient soutenue de toutes leurs forces, en sont maintenant à se disputer des territoires les armes à la main comme de vulgaires Etats capitalistes.

Nous souhaitons bien évidemment que des négociations de paix mettent rapidement fin à ce conflit lamentable. Mais son simple déclenchement appelle un certain nombre de réflexions, d'autant plus que ce n'est pas le premier du genre. Nul n'a oublié les hostilités sino-soviétiques sur le fleuve Amour, ni le conflit permanent entre les deux grands Etats communistes. Il est d'ailleurs évident que leur rivalité joue un rôle important dans l'actuel conflit entre le Viêt-nam et le Cambodge. Nous ne chercherons pas ici à démêler les responsabilités des uns et des autres.

L'expérience historique est cependant suffisante pour situer la responsabilité d'une telle défaite de l'internationalisme dans les structures politiques elles-mêmes des Etats à direction communiste.

La bourgeoisie avait constitué l'Etat-nation en construisant sur la base des intérêts capitalistes l'unification économique de territoires rassemblés sous une même entité politique. Entraînant souvent le peuple dans ses conquêtes, elle avait réussi à faire de l'idée nationale le plus sûr fondement de son hégémonie, créant ainsi un redoutable ferment de généralisation des conflits à la totalité des populations et à l'échelle mondiale. On le vit bien lors des guerres impérialistes.

Les Etats communistes, forgés le plus souvent dans des luttes de caractère national — c'est vrai même du cas de l'URSS qui eut à se défendre contre l'invasion durant la plus grande partie de son existence —, ont repris, sur ce point au moins, tout l'héritage de la bourgeoisie en y ajoutant une dimension supplémentaire : celle du monolithisme idéologique et politique. Ces Etats, sous la direction des partis uniques de type stalinien, qui sont de véritables « *partis-nation* » sont devenus des mondes fermés sur eux-mêmes, dont les contradictions internes sont violemment réprimées, et dont s'exacerbent inévitablement les moindres rivalités externes. Il n'est peut-être pas d'exemple plus clair de cette clôture que celui du Cambodge à la recherche d'une composition sociale et nationale chimiquement pure et cela, semble-t-il, par tous les moyens.

Comment éviter les ravages du parti-nation sinon en luttant, dans la perspective de l'autogestion, à la fois contre le monolithisme politique et contre le centralisme national ? ■

1978 : l'année des dupes ?

Depuis 1958, la gauche est piégée par le système institutionnel. Tout le problème est d'en sortir. Oui, mais comment ?

 L est heureux que le *Canard enchaîné*, puis Claude Estier ou le maire de Montpellier, aient débusqué la sordide manœuvre déclenchée par le pouvoir avec les procurations de vote des résidents à l'étranger(1). Dans le système actuel, dans la conjoncture politique qui sera celle de mars prochain, il n'y a pas de petits profits électoraux. C'est bien que la gauche veille aux détournements de suffrages que la droite pourrait opérer... Mais ce serait encore mieux si elle s'attachait à ne pas en provoquer aussi, à ses propres dépens. A quelques jours de la réunion des dernières instances nationales que le Parti socialiste et le Parti communiste vont tenir avant les élections, il n'est sans doute pas inutile de le rappeler.

Si nous tenons aujourd'hui à crier « casse-cou », ce n'est pas pour nous préparer à avoir eu raison après. Nous avons longtemps dit que si la gauche se contentait de s'appuyer sur le Programme commun, elle ne résisterait pas à la confrontation avec les réalités économiques et politiques. Nous disons maintenant que si chacun des partis se contente de gérer une situation électorale qui reste défavorable à la droite, cette situation peut se retourner contre eux. Nous ne souhaitons pas avoir raison une deuxième fois : ou, plus exactement, nous espérons être entendus.

Deux menaces se sont précisées depuis septembre 1977.

• La première est évidemment que la droite emporte, malgré tout, une majorité de sièges — même si elle est minoritaire au premier tour, du fait du jeu du système électoral et des reports de voix. Bien sûr, pas plus qu'une hirondelle une élection ne fait le printemps : cela n'étonnera personne que nous le disions. Mais cela inquiète davantage lorsque cette « nouvelle philosophie » est murmurée par ceux qui ont tout fait pendant des années pour que la classe ouvrière ne voit pas d'autre issue ; et, au surplus, lui ont donné de bonnes raisons d'y croire. Camarades communistes et socialistes, vous aurez peut-être tout fait pour sortir honorablement de la compétition entre vous, mais quel prix l'aurez-vous fait payer à l'espoir des travailleurs ? Ce risque là est d'autant plus important que nous avons

appris, par expérience, à quel type de réaction peut se livrer la droite lorsqu'elle a eu très peur. Au point où nous en sommes parvenus, après les cantonales de 76, après les municipales de 1977, le pire serait de reculer.

• La seconde menace relève plutôt des « scénarios » fort à la mode ces temps-ci ; mais du plus vraisemblable dans les conditions actuelles. C'est celle d'un gouvernement socialiste homogène, minoritaire et donc constamment à la recherche d'une majorité. J'entends bien qu'un certain nombre de dirigeants socialistes repoussent fièrement une telle issue. Il y en a même probablement parmi eux qui ne la souhaitent vraiment pas — et encore plus parmi les militants. Mais, même ceux qui n'en veulent pas peuvent s'y trouver contraints, si rien ne change à gauche d'ici là. La logique de la position du PCF est en effet de ne pas être au gouvernement si rien de nouveau n'intervient, soit sur le fond de la

politique, soit sur la place qu'il peut occuper. Or, si aventure il y a, comme aime à le répéter la droite, c'est bien celle-là. Si nous sommes loin de mésestimer les difficultés d'un gouvernement de gauche, celui-ci aurait au moins certains atouts pour mener une politique grâce à l'alliance politique institutionnelle sur laquelle il reposerait. Tandis qu'un gouvernement formé d'un seul des courants de la gauche, ballotté entre des exigences contradictoires, ne parvenant à satisfaire personne d'aucun bord, on voit trop bien à quelle alternative il serait rapidement confronté : ou une épreuve de force avec la droite dans de mauvaises conditions, ou la reconstitution d'un bloc de caractère centriste. Que la première hypothèse soit plus favorable à Chirac et la seconde à Giscard ne change rien à l'affaire : dans les deux cas, c'est aux travailleurs qu'elle est défavorable.

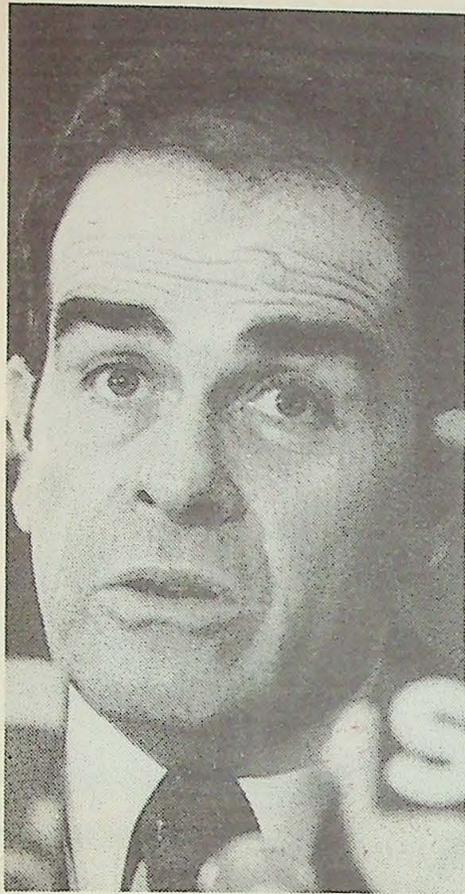
 'IL y a une peste et un choléra, c'est bien dans ces deux scénarios de défaite, immédiate ou différée. C'est bien pourquoi nous ne pouvons, ni participer à la confusion générale en fermant les yeux — espérant en sortir sans trop de casse —, ni entonner des hymnes angéliques à l'unité qui se fait attendre. Nous devons inlassablement intervenir sur les points précis à partir desquels peuvent être conjurées les menaces qui pèsent sur nous. Comme personne, ou presque, ne croit à un replâtrage hâtif du Programme commun, qu'est-ce qui est possible ?

Au lendemain de la rupture du 23 septembre, nous avons proposé de reprendre la démarche unitaire sur des bases

Premier meeting de l'Union de la gauche, Porte de Versailles. C'était en 1972.



Photo Pascal LEBRUN



Un replafrage hâtif du Programme commun ?

saines (à tous les niveaux, et pas seulement entre partis) et sur les questions essentielles (la maîtrise de l'économie, les égalités et les nouveaux droits, les institutions, la politique internationale...). Cette démarche était et reste juste. Nous devons proposer à nos partenaires du Front autogestionnaire qu'on s'en inspire pendant toute la campagne électorale. Elle doit nous préparer à agir aussi après mars, car dans tous les cas ces problèmes se reposeront, que ce soit en termes de politique gouvernementale ou sur le plan de l'unité d'action. Mais force est de constater, au cours du trimestre écoulé, l'incroyable régression qui s'est produite au point de ne permettre qu'exceptionnellement des débats multilatéraux et de paralyser toute initiative syndicale véritablement adaptée à la période.

Tout en bas de cette dégringolade, la dernière marche au-dessous de laquelle on ne peut descendre, c'est celle du désistement. Faute de quoi, répétons-le, c'est bien des suffrages des « Français de l'intérieur » qui manqueront à la gauche ! Le chantage au désistement auquel semble vouloir se livrer le Parti communiste, c'est jouer avec le feu. Réclamer le désistement sans discussion, comme semble maintenant l'envisager le Parti socialiste, c'est vouloir ses partenaires « tous nus », comme jadis le général pour l'Angleterre. Et on peut toujours dire que ça s'arrangera par des déclarations aux trois chaînes de télévision en mars, au soin du premier tour, à 20 heures et quelques minutes : une bonne partie du mal aura été fait. De surcroît, on imagine d'avance la réaction de ceux qui admettent le plus mal la politique — spectacle devant ce genre de gymnastique : pas seulement nous, mais, par exemple, les écologistes — tous ceux qui n'entrent pas dans les normes de la « qua-

dripolarisation » mis devant le fait accompli sans discussion !



EST pourquoi nous estimons nécessaire l'ouverture de discussions pour le désistement de deuxième tour. Engager de telles discussions, c'est déjà manifester une volonté de désistement, nous le savons bien — mais n'est-ce pas au moins de cette volonté politique dont nous avons besoin ? Mais également, c'est aller droit au cœur de la crise entre le PCF et le PS, — dont on dit couramment qu'il s'agit de problèmes de « rapports de force » ou d'« équilibrage ». Explication insuffisante, puisque ces problèmes ne peuvent être appréciés indépendamment du contenu des politiques proposées ; mais qui contient sa part de vérité car, ce qui est surprenant, ce n'est pas que de tels problèmes existent : après tout, il est parfaitement normal qu'à l'intérieur d'une gauche qui s'affirme pluraliste, s'exerce une concurrence entre les divers courants, concurrence sanctionnée naturellement par le corps électoral ; c'est le contraire qui serait dangereux. Or il y a deux causes à cela.

D'abord l'évolution vers le présidentia-lisme. Dès lors que l'élection présidentielle devient le scrutin considéré comme déterminant, le résultat du premier tour joue le rôle de mesure nationale des différents courants, en donnant a priori l'avantage à ceux qui occupent une position moyenne sur l'échiquier. Ceux qui se placent plutôt vers les extrémités n'ont le choix qu'entre l'union au risque de perdre leur identité, ou leur affirmation propre en faisant monter la polémique. C'est ce qu'a parfaitement compris Jacques Chirac. C'est aussi sur cette alternative qu'a compté le PS, depuis mai 1974 jusqu'en septembre 1977, en croyant que le PCF ne se résoudrait jamais à la seconde solution.

Ensuite le mode de scrutin pour les élections législatives. Le système majoritaire (pour ne pas parler du découpage électoral) n'amplifie pas seulement les rapports de force entre droite et gauche, mais aussi à l'intérieur de la gauche, au moins en termes d'élus en donnant l'avantage au courant majoritaire et en éliminant ceux qui ne paraissent pas pouvoir franchir l'obstacle du premier tour. En faussant ainsi le jeu normal de la concurrence, il permet au courant le plus fort de s'affirmer unitaire à bon compte (le PCF avant 73, le PS depuis), mais il pousse en fait à la division.



T voilà : la gauche est piégée par le système institutionnel qui est le nôtre depuis 1958. On savait qu'elle risquait de l'être après une victoire électorale, on oubliait qu'elle l'était aussi avant. On énonçait les problèmes politiques qui pouvaient la diviser après, on ne s'attendait pas à ce que le système la divise avant. Le PCF ne s'attendait pas à ce que le PS grandisse tant ; le PS pensait que le PCF céderait, etc. Tout le monde est tombé dans le piège. Le problème est d'en sortir. Une discussion sur le désistement peut en être l'occasion puisque, justement, elle porte directement sur les effets des institutions.

Autrement dit, plutôt que d'ignorer ce problème, il vaut mieux l'aborder directement. Une discussion en vue du désistement devrait donc suivre le cheminement suivant :

① engagement sur le rétablissement de la proportionnelle. La tentation peut être forte pour ceux que le mode de scrutin actuel avantage de le faire durer... C'est pourquoi il faudra qu'une majorité parlementaire de gauche soit publiquement liée par un tel engagement. Qui pourrait refuser la reprise d'une des plus classiques dispositions du Programme commun.

② décision de commencer à appliquer ce principe lors des désistements en faveur du candidat « mathématiquement le mieux placé » des correctifs évitant une trop grande discordance entre les résultats du 1^{er} tour et ceux du second. Qui pourrait refuser que la gauche s'applique à elle-même ses propres principes ?

③ engagement sur la nécessité de mettre un terme aux pouvoirs exorbitants du président de la République, et en cas de crise provoquée par celui-ci, de faire appel à la population plutôt que d'accepter le fonctionnement de règles féroce-ment dénoncées par François Mitterrand au début de la V^e République. Qui pourrait nier qu'en l'absence de tout mécanisme de révision constitutionnelle entre les mains de la majorité à l'Assemblée, la seule issue se trouve dans la manifestation de la volonté populaire ?

④ A partir de là, il redevient possible de débattre des questions sur lesquelles les travailleurs attendent la gauche : l'ensemble des mesures immédiates qui leur permettront de sortir de la crise, concernant notamment l'emploi et les conditions de vie, et dont il est grand temps qu'elles soient énoncées. Un tel débat retrouve son sens, dès lors que les conditions d'une coopération, même conflictuelle, entre partis de gauche, sont possibles, parce que le préalable institutionnel a été levé.

C'est sans doute difficile, mais cela vaut la peine d'être tenté : il dépend de cela que la dynamique bloquée depuis cet été soit relancée. Puissent au cours de ce week-end le PCF et PS ne pas rester sourds à de telles préoccupations qui ne sont sûrement pas seulement les nôtres.

Michel MOUSEL ■

(1) Cf. plus loin l'article sur le rackets électoral (p. 8-9)

4 HEURES POUR L'AUTOGESTION

Mercredi 25 janvier

MUTUALITE
QUATRE DEBATS

- Nationalisation, planification et autogestion (avec les auteurs de « L'Utopie réaliste ») (19 h 30)
- Quelle place pour le mouvement des femmes dans la vie politique ?
- Ecologie et politique
- Autogestion : réforme ou révolution ? (21 h)

Le vote des français à l'étranger

le racket

Un texte de loi voté à la Sauvette en juillet dernier autorise les Français de l'étranger à porter leur voix dans les communes de plus de trente mille habitants de leur choix. Une aubaine pour la majorité... qui organise leur « détournement. »

La chasse aux voix est ouverte ; et la manière dont les partis de droite ont entrepris — avec la complicité de l'administration — de recoller celles des 1 250 000 Français de l'étranger en dit long sur le style d'élections qu'ils nous préparent. Ils veulent rester en place à tout prix. Le moindre « pour cent » va compter pour « faire la décision », afin que ce qu'ils appellent « la démocratie » soit sauve.

Le « bon choix »

La polémique a enflé sur cette affaire depuis une quinzaine de jours ; mais le gouvernement et les partis de droite ont déjà

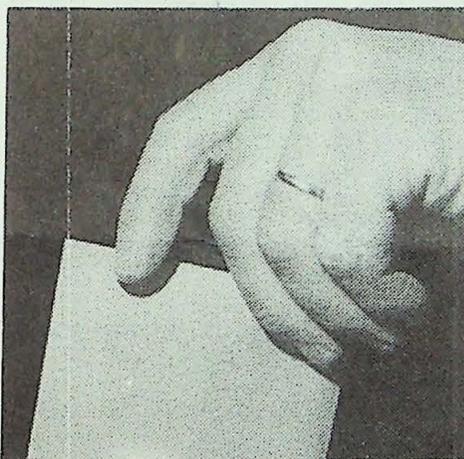


photo AGIP

posé les pare-feux, se réclamant de « l'application de la loi », et balayant d'un coup le faisceau de preuves remonté d'un peu partout par un élégant : « La gauche en fait autant ».

De tout ce déballage, il ressort toutefois : 1) que 700 000 voix sont théoriquement à prendre, soit 2 % du total de l'électorat. Avec les voix d'« outre-mer » (DOM-TOM), traditionnelle proie pour « safaris » électoraux, cela fait 5 % de l'électorat — c'est-à-dire bien plus qu'il n'en faudra pour « enlever le morceau » ; 2) que l'additif à la loi électorale votée à la va-vite, en fin de session, l'été dernier, permet de légaliser en partie une pratique consistant à inviter ces voix à se porter sur

une opération bien menée

Tout a commencé par une « lettre-type », envoyée aux chefs de postes diplomatiques à l'étranger, afin d'accompagner la missive du président de la République adressée à tous les Français de l'étranger. Déjà, le procédé sentait un peu... l'électorisme.

Mais ce qui circulait sous le manteau était bien plus intéressant : liste de sièges en difficulté pour la majorité, liste de communes prêtes à accueillir des voix « fraîches », listes de mandataires possibles pour porter ces voix dans les urnes ; listes de membres des Unions de Français de l'étranger pouvant faire la liaison avec l'administration consulaire ; liste des agents diplomatiques ouvertement favorables à la majorité, etc.

Les résultats sont là :

- L'ambassadeur au Gabon, M. Gabriel Delaunay (un des responsables de la répression contre l'UPC camerounaise — pour ceux à qui ça rappelle quelque chose) envoie ces dernières semaines un long télex à son ministère pour l'avertir que le « nécessaire a été fait » : les mandats ont été rassemblés, et expédiés où il était indiqué « conformément

aux instructions », etc. M. de Guiringaud, si « fier » d'ordinaire, a tout de même dû concéder l'ouverture d'une petite enquête :

- M. Jacques Médecin, maire de Nice, secrétaire d'Etat au tourisme (un homme dont la moralité politique n'a jamais été au-dessus de tout soupçon), écrit à plusieurs milliers de Français de l'étranger : « M. le président de la République vous a donné la possibilité de vous inscrire... J'aurais l'honneur de solliciter vos suffrages dans la 2^e circonscription. Je serais très heureux que vous la choisissiez si vous pensez que je suis digne de mériter votre confiance, etc. »

- M. Frèche, maire de Montpellier (socialiste) a la surprise de voir s'inscrire brusquement dans sa ville 1 200 Français de l'étranger, dont les mandats arrivent presque tous de Côte d'Ivoire (la vitrine du capitalisme occidental en Afrique de l'ouest, un pays entièrement dépendant de la France, où la communauté « d'expatriés » est aujourd'hui trois fois plus forte qu'en 1960, preuve qu'elle y gagne bien sa vie). Il constatait que, dans beaucoup de cas, les écritures étaient

les mêmes, et paraissaient avoir été complétées au ministère des Affaires étrangères. Il a porté plainte.

- M. Jean Vons, maire de Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine) voit arriver un jour un paquet d'inscriptions sur les listes électorales de sa commune venant de Belo-Horizonte (Brésil), toutes remplies de la même façon, etc.

- D'autres exemples : les Français d'Autriche « recolonisent » les 9^e et 10^e circonscriptions, à Paris, à l'appel des partis de la majorité ; ceux de Munich, la 16^e ; ceux de Pondichéry (Inde), la 6^e, etc.

- Partout, on signale que les conseillers du commerce extérieur, les anciens de la « 2^e DB », l'Union ou le Rassemblement des Français de l'étranger (présidés respectivement par le sénateur Maurice Schumann et le député Raymond Dronne) ont battu le rappel de « la grande famille française », dans le but sacré de barrer la route aux « marxistes » sans foi ni patrie...

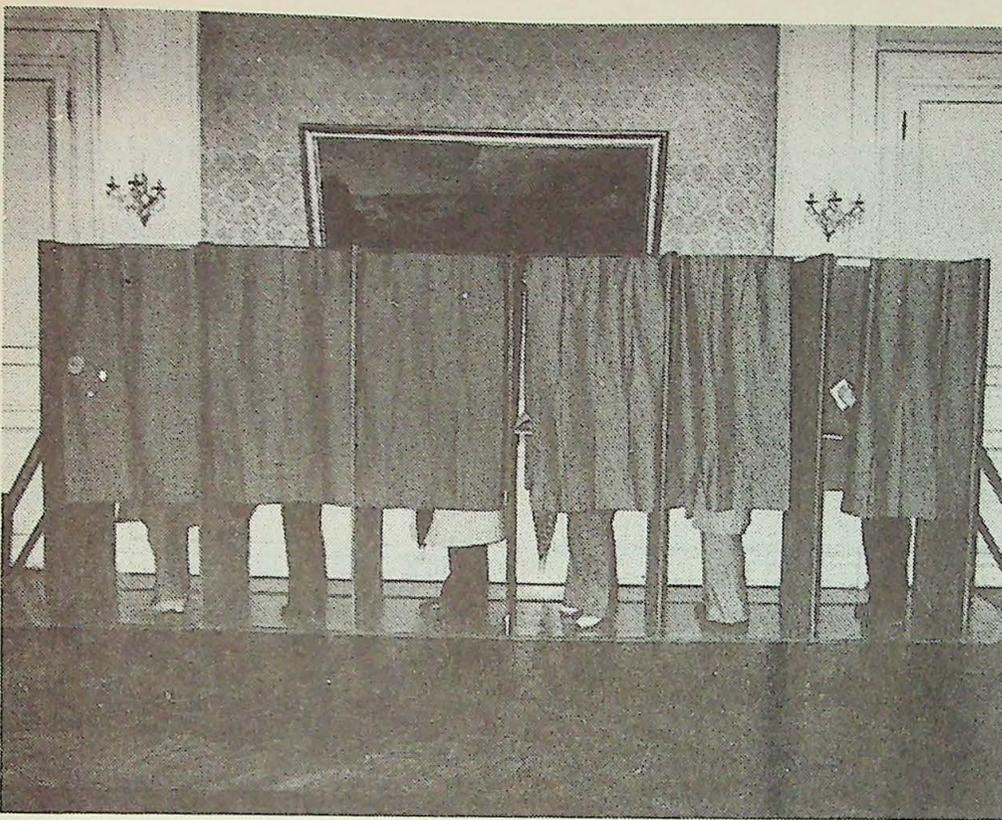


Photo AFP

la commune de plus de 30 000 habitants de leur choix :

3) que le tout, comme on dit aujourd'hui, est d'indiquer à ces voix « le bon choix ». C'est ce qu'ont fait plusieurs maires de la majorité, notamment le secrétaire d'Etat au Tourisme, Jacques Médecin. Des maires de gauche ont dû le faire aussi. Mais ce qui frappe, s'agissant de la majorité, c'est l'organisation systématique du recollage : cela a commencé, l'année dernière, par une lettre du président de la République à tous les Français de l'étranger, attirant leur attention sur les nouvelles dispositions ; puis, les services consulaires, les sénateurs des Français de l'étranger (nommés dans des conditions sur lesquelles il y aurait beaucoup à dire...) et les maires intéressés ont fait la « retape ». C'est ainsi que des paquets entiers de mandats, remplis de la même main, sont arrivés dans certaines circonscriptions particulièrement menacées de la majorité, transmises souvent par les soins de la valise diplomatique.

Pas si mal

4) or l'électorat ainsi « canalisé » passe pour être favorable, dans sa grande majorité, aux partis de droite. Il y a à cela de multiples causes : coopérants, missionnaires, ou agents des postes diplomatiques sont naturellement sensibles au maintien du « renom » de la France, à son « rayonnement ». Colons, commerçants, cadres de sociétés sont par définition favorables à l'entreprise privée, que les partis de droite assurent menacée par la gauche si elle arrivait au gouvernement. En outre, sur les douze pays où résident le plus de Français de l'étranger seul un — l'Algérie —, se rattache au courant progressiste. Pour le reste, comme l'a indiqué à France-Inter Edgar Faure, le sémillant président de l'Assemblée nationale, « on ne peut pas empêcher les Français

de l'étranger de penser qu'après tout, tout ne va pas si mal en France ». Et hop !

Philippe MARIÉLIE ■

grève dans les QHS

Les QHS, ce sont les Quartiers de Haute Sécurité. A partir du 9 janvier, à l'appel (que nous publions ci-dessous) de détenus des QHS de Fresnes, Fleury, de la Santé et Evreux débutera une grève de la faim. Dans le même temps, plusieurs initiatives destinées à faire comprendre le sens de la révolte des prisonniers auront lieu. A l'initiative du CAP (Comité d'action des prisonniers) et du Collectif Travailleur Justice (CTJ) : « 4 h sur les QHS », le 11 janvier (de 16 h à 20 h), place Vendôme (Paris) ; le 11 janvier également, au cinéma Jean Renoir, 43 bd de Clichy (Paris), débute une semaine sur « l'enfermement ».

« Répression, racisme, humiliation, violation de nos droits de défense, provocation, violences physiques et mentales ont été les méthodes totalitaires employées par Bonaldi directeur de la Santé, Beaune directeur de Fresnes, Bance directeur de Fleury-Mérogis à l'encontre des détenus de leur « Quartier de Haute Sécurité » respectif. Refus total d'humanisation, de dialogue, du respect des droits de l'homme les plus élémentaires.

Recherche de la destruction mentale et physique du détenu, cautionné par le pouvoir en place et l'indifférente complicité de monsieur Eymard directeur général des prisons qui refuse « au détenu » le droit d'être, le droit de penser, le droit de s'exprimer, le droit à un programme constructif pour appliquer au nom de sa toute

puissance : le négativisme d'un programme destructeur et répressif indigne d'une démocratie.

Les Quartiers de Haute Sécurité sont la forme futuriste de la peine capitale. On y assassine le mental en mettant en place le système de l'oppression carcérale à outrance, conduisant à la mort par misère psychologique. Loin de protéger la société... c'est l'usine à fabriquer les fauves et assassins de demain.

Depuis toujours... nous, détenus des Quartiers de Haute Sécurité demandons « le dialogue » pour l'établissement d'un programme de détention conforme aux promesses et engagements faits et « non tenus » par le chef de l'Etat en 1974.

Nous réclamons des réunions de groupe, du travail, la possibilité d'étudier avec le concours de professeurs, le respect de notre religion dont la pratique nous est interdite, des activités sportives et intellectuelles pour être autre chose que les « objets pénitentiaires » du totalitarisme de la politique carcérale actuelle. Nous réclamons « une prise de position des mouvements et partis de l'opposition » face à ces goulags français. Nous demandons l'intervention de la commission internationale des droits de l'homme, des Avocats et le soutien du Comité d'action des Prisonniers. Nous ne réclamons Rien d'Autre que le droit d'être autre chose que « du bétail carcéral » voué à l'assassinat mental orchestré par le pouvoir dictatorial des Bonaldi, des Beaune, des Bance et de leurs semblables.

Par la « non-violence », nous, Taleb Hadjadj, Roger Knobelspiess, Jacques Mesrine, François Bess, Jean-Marie Boudin, Michel Desposito, Daniel Debrielle et tant d'autres, avons dans la « grève de la faim » cherché à sensibiliser l'opinion publique à plusieurs reprises au cours de l'année 1977. L'administration pénitentiaire a répondu par la répression sournoise, la violence, le racisme et le mitard. Nous nous refusons à nous taire et continuerons à dénoncer : l'abus de pouvoir, l'injustice, le sadisme, l'arbitraire, le non respect de nos droits... armes employées pour nous détruire.

Pour début janvier, soutenus par le CAP, le Comité travailleur justice et d'autres soutiens, nous allons avec d'autres QHS entamer des mouvements collectifs de « grève de la faim » pour dénoncer ces quartiers d'extermination et en exiger l'abrogation officielle. Ce mouvement de grève de la faim est fixé au 9 janvier 1978. Nous rappelons à cet effet que cela concerne toute la population pénale et lui demandons d'être solidaire avec nous pour nous soutenir (pacifiquement) en observant ne serait-ce que quelques jours la grève de la faim. Que les détenus se réveillent, ne se laissent plus enterrer vivants, n'attendent pas d'être transférés dans les QHS pour prendre la parole et faire connaître leurs problèmes face à ces constructions et réglementations démentielles. N'attendez pas d'être acculés à la torture par l'isolement et privation sensorielle, comme c'est le cas pour nous en ce quartier d'assassinat lent et propre vers lesquels l'administration évacue tous les détenus qui luttent pour sauvegarder une dignité humaine en refusant de se laisser amputer de la parole par des « traitements concentrationnaires ».

Rhône-Poulenc: le sabordage

Les patrons licencient.
Victimes
de la concurrence des
importations « sauvages » ?
Pas si simple.

Le 20 décembre dernier, les patrons de Rhône-Poulenc-Textile annonçaient la prochaine suppression de 6 000 emplois : près de la moitié des effectifs de l'entreprise. Les établissements de Vaise, Vaulx-en-Velin, Givet, Besançon. La Voultre sont condamnés à disparaître à plus ou moins court terme. Venant s'ajouter à la liquidation de l'usine de Péage-de-Roussillon, occupée depuis quinze mois, cette décision correspond à un sabordage délibéré de la branche des textiles artificiels et synthétiques en France.

La disparition de cette branche occupe une place stratégique dans le désengagement général qu'opèrent les capitalistes français des textiles, de l'habillement et du cuir. Dans ces professions, 61 718 emplois ont disparu au cours des années 1975 et 1976. L'année 1977 n'a fait qu'amplifier ce processus. Dans la branche des textiles artificiels et synthétiques (TAS), les licenciements chez Courtauld (groupe anglais) et la fermeture de Montefibre (groupe italien) s'ajoutent à ceux de Rhône-Poulenc-Textile. Ces trois multinationales contrôlent en effet 90 % de la production française. Leur politique est d'investir ailleurs qu'en France. Elle peut avoir comme conséquence, en plus de la liquidation des TAS, de supprimer une partie du textile naturel et de l'habillement. Elle a un alibi : les importations dites « sauvages » en provenance de pays où la main-d'œuvre « coûte » fort peu.

L'alibi

Pour la fédération Hacuitex (CFDT), les importations dites « sauvages » sont l'arbre qui cache la forêt. A l'appui de cette affirmation, elle cite de nombreux exemples. Ainsi Rhône-Poulenc-Texunion et Prouvost-Masurel, qui dénoncent la concurrence sauvage au sein de la CEE, sont actionnaires à raison de 11 % chacun dans l'usine de « Gonfreville 11 » à Abidjan. L'usine spécialisée dans le tissage des draperies polyester (tergal) a produit, en 1973, 1 300 000 mètres de tissu. Son développement a été assuré depuis cette date par d'énormes investissements. Comme la Côte d'Ivoire est un pays associé à la CEE, il peut exporter librement sur les marchés européens pour le plus grand profit de Rhône-Poulenc-Texunion et consort.

A cette politique d'investissements à

l'étranger s'ajoute celle qui consiste à prendre possession des circuits de distribution. Le groupe Agache-Willot, dont le textile ne représente plus maintenant que 17 % du chiffre d'affaires, devient orfèvre en la matière. Il est en effet plus juteux de revendre 28,30 F un pull importé de Macao pour 10,50 F que de le produire dans le Nord de la France.

Pourtant les statistiques pourraient nous faire mentir puisque 69 % de nos importations textiles et d'habillement proviennent de la CEE, 2,5 % des pays de l'Est, 4,8 % de la Chine, et 0,5 % du Japon. Mais grâce à des détournements de trafic, grâce à des changements d'étiquettes (*made in Taiwan* devenant *made in France*), les accords multifibre limitant les importations sont contournés (cf. TS n° 765 page 18).

Une stratégie préméditée

Quand Rhône-Poulenc, après avoir tiré, pendant des années, sa force des textiles artificiels et synthétiques, envisage d'accroître ses investissements en Corée du Sud, ce n'est évidemment pas philanthropie tiers-mondiste mais calcul intéressé : le salaire mensuel (pour plus de 40 heures par semaine) était de 290 F en 1973, en Corée du Sud.

En 1974, la stratégie de RPT était déjà établie. L'un de ses dirigeants, M. Mollard, ne déclarait-il pas : « A l'horizon 80-85, il faudra parvenir à ce que le groupe puisse tourner avec 3 000 salariés seulement ». Entre-temps, RPT a touché, en 1976, près de 7,8 millions de francs au titre de l'indemnisation du chômage partiel. Il est clair qu'il fait supporter à la collectivité le coût de sa restructuration.

Ne s'arrêtant pas en si bon chemin, les patrons de Rhône-Poulenc viennent de solliciter une aide de l'Etat, lors de la 94^e réunion de la commission permanente du Comité supérieur de l'emploi, pour aider au « reclassement » dans des entreprises extérieures des 6 000 travailleurs qu'ils prévoient de licencier. Mais où pourraient se reconvertir les salariés de RPT ? Chez TSR qui, en 1969, comptait 2 400 personnes et 1 500 en 1976 ? Chez J.-B. Martin qui employait 1 000 personnes dans ses usines de Voiron et Tignière (Isère), Ruoms (Ardèche), Saint-Chamond (Loire) et qui ont aujourd'hui fermé ? Non, cet aspect « social » du plan de Rhône-Poulenc est une mystification. Rhône-Poulenc-Textiles, comme les barons de l'acier en Lorraine, a donné une vocation à des régions entières

puis, les ayant bien utilisées pour son développement, les laisse tomber.

La région Rhône-Alpes abandonnée

La région Rhône-Alpes illustre parfaitement ce fait. Rhône-Poulenc-Textiles qui contrôle l'essentiel du secteur de production de fils et fibres synthétiques et artificiels, la première entreprise de voilages et rideaux (Godde-Beclin) et la plus grosse unité de moulinage et texturation (Chavanoz), était en situation de quasi monopole sur le marché français, il y a une dizaine d'années. Les profits qu'il en retira lui permirent de moderniser l'appareil de production et d'accroître ses activités dans le secteur chimique qui demeurait son point faible. Dans la région, RPT a joué un rôle moteur. Son départ s'est traduit par des fermetures : Arques-la-Bataille en 1972, Izieux près de Saint-Chamond en 1974, Vaulx-en-Velin en 1975 et Péage-de-Roussillon en 1977. De plus, 80 % du moulinage français concentré en Ardèche (5 000 emplois) serait supprimé.

Les patrons ne voient plus dans la branche textile de Rhône-Poulenc qu'un moyen d'écouler de manière profitable une partie de leur production de produits chimiques. Ils voudraient donc des effectifs faibles dans quelques unités produisant à fort tonnage un nombre limité d'articles standardisés.

Devant ce gâchis en cours de réalisation, la fédération Hacuitex a rappelé que Rhône-Poulenc-Textiles est la seule entreprise des industries du textile et de l'habillement que tous les partis de gauche sont d'accord pour nationaliser. Elle préconise ainsi la création d'un Office national du textile contrôlant entre autres : l'utilisation des aides de l'Etat ; celle de la taxe parafiscale payée par les consommateurs de produits textiles ; l'investissement ; les échanges extérieurs et la pratique de vente de brevets et de ristournes que les acheteurs industriels touchent à l'étranger. En attendant, les ouvriers de Péage-de-Roussillon occupent toujours leur usine. Ils ont toute la solidarité des autres travailleurs du trust. Ils ont cessé de toucher les « 90 % » fin décembre mais empêchent toujours que soient démenagées les seules machines qui produisaient du fil acétate en France. Ce n'est pas une petite victoire. Pour faire reculer Rhône-Poulenc, il en faudra d'autres. La fédération Hacuitex CFDT tentera, dans l'unité d'action avec la CGT, d'amplifier les mouvements de grèves dans tout le trust.

Yves SPARFEL ■



Photo D. Maillac



Michelin : à chacun son samedi

Les « postés » contre la direction Michelin ; malgré l'échec, une bataille significative

La grève chez Michelin ? Mouvement mort-né, c'est pourtant un mouvement d'avenir. Car ce qui est en cause — le travail posté —, concerne quelque 22 % des ouvriers, concentrés dans 9,7 % des établissements : au total, plus d'un million de travailleurs, si l'on en croit l'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre réalisée en avril 1974 par le ministère du Travail dans les établissements de 10 salariés et plus. Encore cette enquête — déjà ancienne au demeurant —, ne prend-elle pas en compte certaines entreprises nationales (EGF, Houillères, SNCF), ni les employés de commerce, ni les informaticiens, ni certains personnels d'Etat (police, PTT, hôpitaux) !

Dans la réprobation générale

Forme de travail physiquement éprouvante, psychiquement nocive, socialement destructurante de l'avis de tous les experts scientifiques, redouté par les travailleurs qui en sont victimes, dénoncé par les syndicalistes et les partis ouvriers, critiqué même depuis peu par ces Messieurs de droite (Giscard, Beullac, Stoléro s'en sont émus dans leurs discours et le décret-loi du 31 juin 1977 entend freiner l'instauration systématique du travail en équipe), le travail posté tient bon dans la réprobation générale. Tient bon et même se développe : non seulement il s'implante dans de nouveaux établissements, mais sa place grandirait dans les établissements qui y recourent (16 % seulement des ouvriers travaillaient en équipes en 1970).

Silence ? On rentabilise

Pourquoi, sinon parce qu'il permet aux chefs d'entreprises de rentabiliser au maxi-

mum et leur matériel et leur personnel ? Dans son principe même, le travail en équipes permet, c'est évident, de faire tourner les usines plus longtemps que ne travaillent leurs salariés. Le patronat en a donc fait une réponse de choix au lent mouvement de réduction de la durée du travail qu'il a bien dû, sous la contrainte ouvrière, amorcer après 68 notamment.

Il permet en outre de rentabiliser les matériels coûteux et vite périmés. Aussi fleurit-il dans les branches où les investissements en capital par tête sont élevés : industries du pétrole, du papier, du verre, des fibres artificielles et synthétiques, de la chimie, des matières plastiques, première transformation des métaux...

Enfin, les combinaisons infinies des systèmes d'équipes et des structures d'horaires (2 x 8, 3 x 8, 4 x 8, 7 demi-équipes, équipes volantes, équipes chevauchantes...) permettent de supprimer ces « pauses » si nocives à la rentabilité que sont les horaires des repas, les nuits de sommeil, les arrêts de fin de semaine, les congés légaux ou les absences maladies, d'assurer des « relais » sans temps morts, de faire face à des « pointes » en disposant d'un maximum d'effectifs simultanés.

Rien d'étonnant donc si les grosses entreprises concentrées, spécialistes de la rentabilité, cultivent le travail posté. Celui-ci apparaît d'autant plus fréquent, étendu et nocif dans ses modalités que l'établissement est de grande dimension : le système le moins traumatisant pour les travailleurs, le travail posté en deux équipes, décroît quand augmente la taille de l'entreprise ; le système des quatre équipes ou plus (« en continu ») se pratique surtout dans les grosses « boîtes » ; les grands groupes qui construisent à neuf conçoivent d'emblée leurs usines pour fonctionner 24 h sur 24, samedi et dimanche compris — ainsi Usinor-Dunkerque ou

les entreprises sidérurgiques de Fos ; et ceux qui modernisent des installations anciennes — c'est le cas justement chez Michelin — adoptent le semi continu (2 x 8 ou 3 x 8 avec arrêt en fin de semaine).

Bref, le travail posté, c'est l'arme moderne dont s'est doté le patronat pour contrecarrer les effets, désastreux pour le chiffre d'affaires, des rythmes de la biologie humaine, des conquêtes ouvrières en matière de durée du travail et des nouvelles aspirations d'un monde ouvrier qui non seulement ne veut plus « perdre sa vie à la gagner » mais réclame du « temps pour vivre ».

Les hommes ou les machines ?

Les postés de Michelin l'ont dit explicitement. La CFDT le répète depuis déjà plusieurs années, et ses militants le confirment aujourd'hui : « il n'est pas acceptable que l'on demande aux hommes de s'adapter aux machines ; c'est une conception des machines faite pour servir les hommes que nous voulons. » (1) Et les compensations salariales à la pénibilité du travail ne sont que miroirs aux alouettes dont il faut se défier.

Autrement dit : il ne s'agit pas seulement de freiner l'essor du travail posté ; il s'agit de le supprimer partout où il ne répond pas à un impératif technique. Et de passer au crible de la critique cette notion même « d'impératif technique » : dans les branches où le travail en équipes correspond aux besoins d'une étape au moins de la production, la totalité des effectifs ouvriers répartis en équipes est loin de travailler dans des ateliers où l'arrêt du travail en fin de journée soulèverait de graves problèmes. Et rappelez-vous la grève de Pâques 77 aux usines chimiques de l'Étang-de-Berre : 80 % des 4 000 postés ont cessé le travail, malgré le chantage à la destruction de l'outil de travail exercé par le patronat, prouvant que les installations pouvaient tourner au ralenti contrairement à ce que disaient les champions de l'impératif technique.

Les postés de Michelin montrent la voie

Certains s'étonnent du conflit Michelin qui pose des problèmes qualitatifs alors que la crise, pense-t-on parfois, devrait avoir pour effet de les mettre au second plan. Ils s'étonnent à tort. En fait les revendications des travailleurs indiquent la voie. Il ne s'agit pas de dégager des emplois en relançant la « croissance » capitaliste, ce que recouvre la politique dite du plein emploi. Il y a une autre logique : « un emploi pour tous », en reposant tous les problèmes de l'organisation capitaliste du travail. La lutte pour l'emploi ne doit pas être dissociée des aspirations immédiates à vivre, travailler et produire autrement. De ce point de vue, la lutte pour l'emploi n'est pas dissociable de la lutte contre le travail posté.

Claude DESLHIAT
Yves SPARFEL ■

(1) Militants CFDT d'Ato-Chimie de Gonfreville cités dans une conférence de presse de l'union régionale CFDT de Seine-Maritime le 14/12/77 à Rouen.

travail posté !

Les revendications des postés de Michelin montrent la voie d'une autre politique de l'emploi.

Le 17 décembre les 17 000 ouvriers des cinq usines Michelin de Clermont-Ferrand débrayent. Dans cette ville où Michelin emploie 28 000 personnes, il faut remonter aux années 1972 et surtout 1950 (deux mois de lutte) pour retrouver une grève d'envergure comparable.

Il existe chez Michelin deux catégories bien distinctes : les collaborateurs et les agents. Les premiers, au nombre de 10 000,

sont des « mensuels » (un millier d'entre eux ont participé aux meetings quotidiens organisés par les syndicats). Les seconds, qu'on appelle encore « les ouvriers », au nombre de 17 000, travaillent en équipes postées (l'usine fonctionne en trois équipes de huit heures).

Grâce à leurs luttes de 1968 et 1972 (trois semaines de grève dans les ateliers de production), les ouvriers avaient obtenu le droit à trente samedis chômés par an. Au début de décembre, la direction Michelin annonce qu'elle veut étendre le travail posté et supprimer ces samedis chômés. Cette décision déclenche la colère et la grève. Les autres usines Michelin, également concernées (Cholet, Roanne, Poitiers, Montceau-Mines, Bourges) débrayent aussi.

Alors que la CGT et la CFDT s'apprêtaient à donner un mot d'ordre de grève pour le mardi 19 décembre, le mouvement est parti de la base le 17, dans une période pourtant peu favorable aux luttes ouvrières. Bien que les portes de l'usine soient demeurées ouvertes, la grève a été totale pendant six jours. Le septième jour, une action interprofessionnelle de 24 heures a eu lieu dans tout le département pour manifester la solidarité. Elle a été bien suivie dans le secteur privé car beaucoup de travailleurs peuvent, un jour, être concernés par des

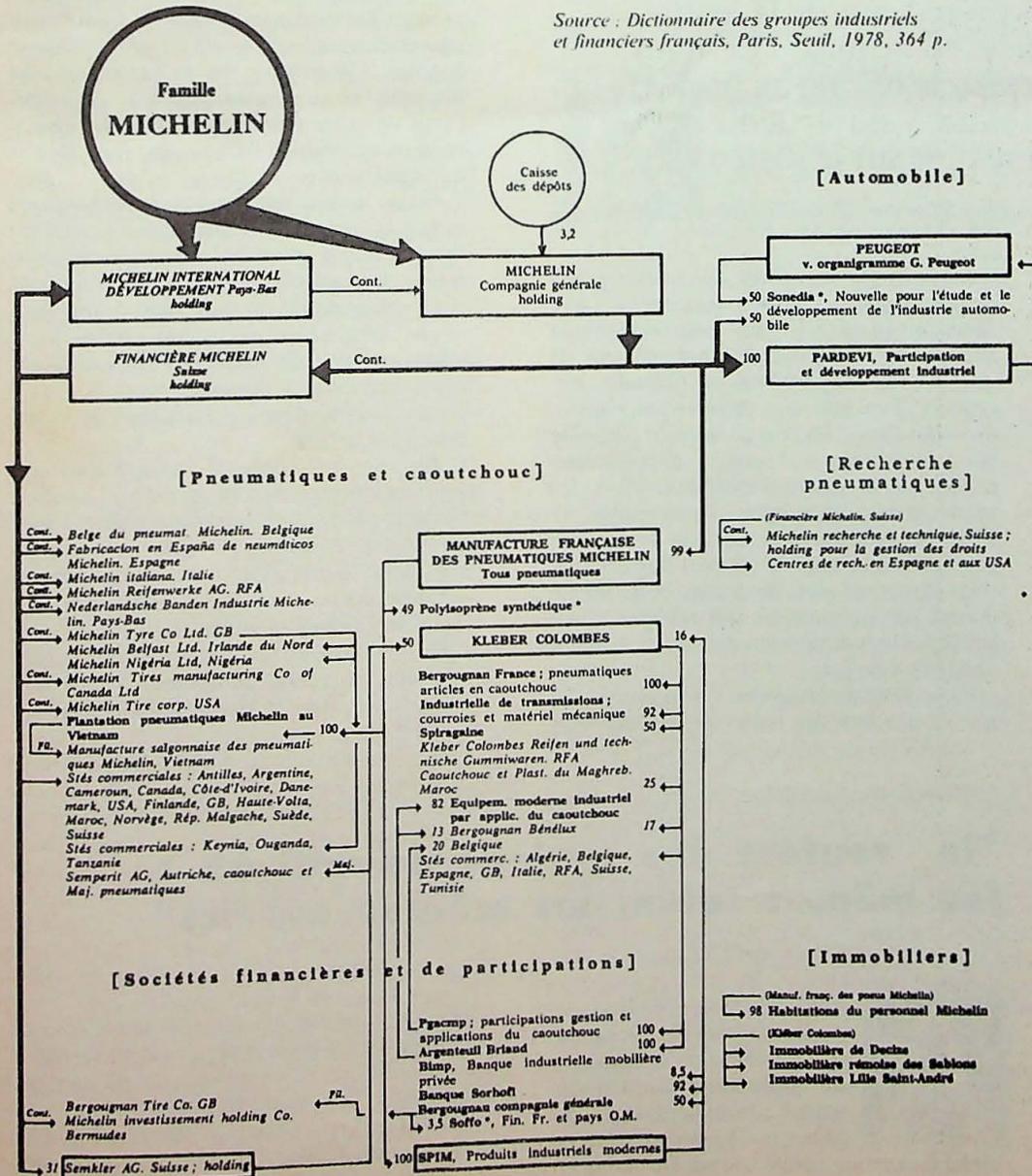
mesures similaires à celles prises chez Michelin.

Pourquoi sommes-nous nés ?

Comme l'a affirmé la fédération PSU du Puy-de-Dôme qui a largement soutenu le conflit, se battre contre l'extension du travail posté et le semi-continu, pour le samedi et le dimanche de repos, c'est se battre pour une vie sociale réelle. Les travailleurs ne veulent plus être dépendants d'un patron paternaliste et féodal.

Michelin, sous prétexte de rentabilité, veut renforcer son emprise sur les salariés. Dans une ville où tout appartient à Michelin ou dépend de lui, le mouvement de ras le bol est plus que symbolique. Il s'attaque à un empire. La firme Michelin se classe en effet au troisième rang mondial (derrière Goodyear et Firestone) pour la fabrication de pneumatique. Ce succès, assuré grâce au pneu à carcasse radiale, lui a permis de s'implanter dans le monde entier : sur 80 000 personnes employées, la moitié travaillent hors de France dans vingt-deux usines ; 43 % du chiffre d'affaires du groupe étaient réalisés à l'étranger en 1976. Pour poursuivre cette stratégie, Michelin veut faire tourner l'appareil de production au maximum, donc à moindre frais, en étendant le travail posté et en n'embauchant plus. Cette organisation du travail est dangereuse pour la santé et la vie familiale des salariés. Il faut savoir si les ouvriers sont nés pour faire des pneus ou si la production de pneus doit leur permettre de mieux vivre.

Source : Dictionnaire des groupes industriels et financiers français, Paris, Seuil, 1978, 364 p.



Effritement...

Quinze jours après le début du conflit, où en est-on ? Mardi, les syndicats ont proposé un vote à bulletin secret par atelier sur la poursuite du mouvement ; 72 % des suffrages exprimés se sont prononcés pour une continuation de la lutte. La grève s'effrite néanmoins dès le lendemain puisque une certaine reprise du travail est alors constatée (20 à 30 % des effectifs selon les syndicats, 70 % selon la direction).

Partisans d'autres moyens de lutte, la CGT et la CFDT hésitent jeudi devant l'idée d'une occupation de l'usine. Michelin, patron réactionnaire s'il en est, n'a jamais négocié durant une grève. Alors que les salaires sont faibles, la période difficile pour une popularisation du conflit, chaque jour de grève coûte cher à chacun. D'autres formes d'action dans l'usine seront donc cherchées dans chaque atelier : arrêts de travail ponctuels, grève systématique le samedi...

Ce n'est pas du ministre Beullac, qui s'est, parait-il, saisi du dossier, que les salariés doivent attendre quoi que ce soit. La grande campagne pour la revalorisation du travail manuel méritait bien cette petite attention mais on imagine mal Beullac désavouer un des grands patrons français. Il a donc fait recevoir les ouvriers de Michelin montés en délégation à Paris pour le rencontrer le 28 décembre... par un cordon de policiers. Pratique courante... La bataille contre le « posté » et pour la réduction de la durée hebdomadaire du travail continuera donc.

L.L. ■



Photo DR

la guérilla écologique

Mais qui sont donc ces écologistes ? Ceux que le personnel politique a découvert avec « angoisse » au soir des élections municipales de 1977 ont une longue histoire. Qui remonte au XIX^e siècle. Ils étaient alors des « protecteurs de la nature ». Mais aujourd'hui que leur notoriété est acquise ? Certains n'ont-ils pas abandonné les luttes sur le terrain au profit de la compétition électorale ? Claude-Marie Vadrot* tente de répondre aux questions que l'on se pose sur la marée verte.



LES hommes politiques, qui observent et écoutent avec un agacement croissant ces écologistes surgis dans leur univers à l'occasion des municipales, ont souvent l'impression, voire la certitude, qu'il s'agit d'une génération spontanée... dont les premiers pas ont été encouragés par leurs adversaires politiques. Les écologistes, comme tous les gêneurs, apparaissent comme les sous-marins des autres aux yeux de ceux qui confondent leur ignorance avec la réalité socio-politique. Ainsi, lorsque Michel Poniatowski, encore ministre de l'Intérieur, a encouru les (vifs) reproches de ses collègues du gouvernement pour n'avoir pas prévu la petite marée verte du printemps 1977, son premier et seul réflexe a été de déclencher une vaste enquête sur les ressources financières des groupes écologistes. Avant d'affirmer officiellement lors d'un discours prononcé à Toulouse qu'ils étaient, en partie au moins, soudoyés par les compagnies pétrolières et les pays producteurs de pétrole. A droite, on n'imagine pas qu'un mouvement puisse se développer sous la seule action d'un besoin et de quelques idées. A gauche, on se méfie de la concurrence et on la nomme division.

Les services de police entreprirent d'éplucher l'existence et les voyages à l'étranger de Brice Lalonde et de quelques autres écologistes moins connus. Ne trouvant rien, ils durent se contenter d'insinuer, par journa-

listes de droite interposés, que quelques-uns de ces écologistes étaient manipulés, voire financés par une CIA soucieuse de mettre la France en difficulté, et notamment de retarder son équipement en centrales nucléaires. Les journaux *Minute* et *Valeurs actuelles* furent les seuls à se faire l'écho de ces « découvertes ». A gauche, plus discrètement, on évoquera l'existence, dans les mouvements écologiques, de quelques reconvertis du centrisme ou de la droite. Des reproches qui, pour la plupart des associations occupant alors le devant de la scène, étaient soit prématurés, soit relevant d'une simplification dispensant d'analyser la mouvance écologique.

Ces réactions prouvent, s'il en est besoin, que la plupart des partis et des hommes

politiques ont découvert les écologistes, et surtout la qualité et l'impact de leurs préoccupations au début de 1977. A les écouter, à lire depuis les journaux, on a l'impression qu'effectivement les écologistes sont nés à l'occasion des municipales. Pour la simple et bonne raison qu'on les écoute un peu plus. Ce qui revient à confondre, attitude classique en ce monde politique, un acte de reconnaissance avec un acte de naissance.

Les écologistes n'ont pas attendu la bénédiction du personnel politique pour exister. Une existence qui ne date d'ailleurs ni de l'élection législative partielle du V^e arrondissement de Paris en novembre 1976, ni même de la candidature de René Dumont à l'élection présidentielle. Une candidature qui fit l'objet d'une première reconnaissance, mi-amusée, mi-inquiète, de la part d'hommes politiques qui ont cru un peu vite que cette préoccupation passerait de mode.

Les écologistes de toutes natures et de toutes tendances qui vont à nouveau se mêler au jeu politique en participant aux élections législatives de 1978 et qui interféreront probablement dans la formation du premier Parlement européen élu au suffrage universel, sont les héritiers d'une très longue histoire. L'écologie n'est ni un état d'âme nouveau ni une préoccupation dont une partie de la jeunesse serait propriétaire sous le prétexte qu'elle l'aurait inventée il y a quelques années.

Qu'ils le veuillent ou non, les écologistes militants restent prisonniers des contradictions et des origines de leurs mouvements, même lorsqu'ils les renient intégralement dans leurs écrits et dans leur comportements : ce qui n'est pas toujours le cas. Il y a longtemps que des femmes et des hommes ont commencé à protester, parfois à agir contre l'impérialisme destructeur de la société industrielle.

En fait, les écologistes sont les successeurs des protecteurs de la nature, lesquels ne sont pas tous devenus écologistes. Sauf lorsqu'ils reprochent à ces derniers de s'affubler d'un mot qui devrait, selon certains doctes spécialistes, être réservé à des scientifiques qualifiés. Derrière la querelle des mots, il y a justement la querelle idéologique venue du passé... Celle qui marque souvent le passage du discours à l'acte. [...]

"le renfort des anciens de mai 68 : les mêmes refus, les mêmes espoirs"



partir de 1974, la politisation de l'écologie et des questions de protection de la nature a été implicitement ou explicitement reconnue par tous les partis politiques, y compris lorsque ceux de droite accusaient l'opposi-

tion de faire une cause commune démagogique avec les écologistes ; et même lorsque la gauche, le PCF souvent, le PS parfois, accusait des écologistes d'entretenir une revendication à caractère élitiste. C'est l'un des signes de la fonction dérangeante des écologistes : ces francs-tireurs de la politique

ne se décident pas à passer de mode et leurs actions de plus en plus soutenues, de plus en plus répétées agacent les forces traditionnelles. Lesquelles ont tendance, parfois pour les unes et souvent pour les autres, à se débarrasser des questions posées en concluant que tous ces gens sont des gauchistes. Surtout lorsqu'ils ont expérimenté de nouveaux moyens d'action.

C'est parfois vrai dans la mesure où, ces deux dernières années, un nouveau contingent des anciens de mai 1968 a rejoint les associations, les comités de défense ou les grandes associations nationales : des militants qui avaient disparu, « raccroché », pendant des années, ont retrouvé, dans le combat écologique, tous les espoirs, toutes les formes de refus et de proposition qu'ils avaient vécues quelques années auparavant. Et ils y ont souvent apporté leur expérience syndicale de la CFDT. C'est pour cette raison, notamment, que le PSU a fourni un contingent très important de ces militants de l'écologie alors que la Ligue communiste et ceux qui sont restés des maoïstes de relativement stricte obédience se sont longtemps refusés à s'intéresser à « ces questions qui ne concernent pas directement la classe ouvrière. » Leurs conversions datent de 1975 et 1976.

Cette dernière période de l'écologie à la française qui nous amène aux élections législatives de 1978 et aux forces écologiques en présence, aura été marquée par une nette prédominance de la question nucléaire. Ce qui simplifie moins que jamais le débat de fond.

Déchirés politiquement, ne parlant pas le même langage, ne portant pas le même regard sur la société, les protecteurs de la nature et les écologistes, les nouveaux mandarins de l'environnement « promus » par la Charte pour la nature et les marcheurs de Malville, refont une unité factice à propos de l'opposition au programme nucléaire français.

En 1975, 1976 et 1977, cette opposition unanime au pouvoir amoureux de ses kilowatts nucléaires a contribué à entretenir les ambiguïtés, à prolonger des convergences artificielles : les uns et les autres ont conforté leur programme commun tacite, programme commun qui vole en éclats dès que se posent d'autres questions. Et cela sans qu'il y ait la moindre tentative de réactualisation...

Non au nucléaire ! Certes, mais pourquoi et comment ? Chez les protecteurs de la nature, la tête dans le sable, on dit non et non, sans la moindre perspective politique, sociale et économique. C'est non parce qu'il faut protéger la nature, c'est non parce que, après tout, il est peut-être possible de remettre en cause la société industrielle, peut-être envisageable de retrouver la tranquillité d'esprit sans se mêler de cette chose horrible qu'est la politique. Sous le protecteur de la nature se profile parfois le néopoujadiste : « ils » sont tous des salauds, des menteurs, des destructeurs, mais il n'existe pas de société qui permette de renverser les tendances qui nous agressent et agressent notre environnement. Ces protecteurs se révoltent contre le progrès et cette révolte ne paraît pas comporter d'espoir. Ils protestent, mais aussi, ils sont résignés. [...]

profil des écologues

Combien sont-ils en France les groupes ou comités qui se réclament du combat écologique ? 400 environ, dont C.-M. Vadrot dresse la liste par départements. L'enquête réalisée auprès de 296 groupes (241 ont répondu au questionnaire envoyé) par l'auteur permet d'avoir une assez bonne image de la « mouvance écologique », de sa vie, de ses préoccupations, de ses interrogations.

• Ainsi l'idée autogestionnaire va-t-elle son chemin. 70 % s'en sentent proche, 15 % disent non, les autres formulent des réponses dont on ne peut tirer des conclusions. Bien des lettres qui accompagnent certains questionnaires montrent que l'aspiration autogestionnaire est ressentie souvent confusément ; certaines font songer par leur ton à certains

utopistes ou libertaires du siècle dernier.

• Autre question : celle des liaisons avec les syndicats ouvriers. 50 % estiment que cette liaison est nécessaire, 40 % disent non, les autres refusent de se prononcer. Les groupes qui répondent affirmativement expliquent avoir un contact avec la CFDT, ou précisent dans d'autres cas que de nombreux militants de l'association sont également syndiqués.

• Doit-on créer un parti écologique ? 65 % des associations interrogées répondent non, 30 % y sont favorables, le reste ne se prononce pas. A noter que les commentaires, nombreux, qui accompagnent les réponses négatives sont plutôt véhéments et traduisent une hostilité manifeste à l'idée même d'un « parti vert ». ■

"L'écologie est une perpétuelle insurrection. Elle démasque les menteurs, elle arrache les déguisements et fait exploser les prudences."



RÉSEAU surgissant et bondissant comme un diable, réseau se propageant comme une trainée de poudre qui enflamme et bouscule, la guérilla écologique ne peut s'appuyer, se nourrir, se renforcer que dans la population. A la fois avant-garde mobilisatrice et mouvement de masse local qui mine le pouvoir, les pouvoirs, les habitudes, les acceptations, les résignations.

C'est la guerre pour la vie.

Quand on la croit mourante dans un coin, languissante dans un autre, elle surgit soudain ailleurs sur les arrières les plus surveillés, les plus sûrs. Elle n'épargne rien, ni personne. Elle est l'insurrection permanente qui allume l'incendie dans le dos des pollueurs, qui les contraint à la défensive. Avant de les cerner, de les forcer à se battre à découvert, à avouer d'où ils tiennent leurs pouvoirs et leurs outrecuidances. Elle les force à se dévoiler, à se tourner vers leurs alliés naturels. Elle les rejette dans le camp dont ils essaient subrepticement de s'évader en repeignant leurs usines en vert, en dissimulant leurs projets derrière des rideaux d'arbres.

Elle démasque les menteurs, elle arrache les déguisements. Elle fait exploser les prudences.

Insurrection : le mot est essentiel. L'écologie doit être en perpétuelle insurrection : un soulèvement qui ne fait pas la Révolution par un beau soir mais qui met en place patiemment les éléments d'une transformation radicale de la société.

Utopie ? Ce sont ceux qui croient que l'on pourra continuer longtemps à vivre dans le système économique et productiviste actuel qui apparaissent désormais comme de dangereux utopistes. Utopie, c'est le mot que

l'on jette comme un défi, comme une dernière pierre, à ceux qui inquiètent par leurs actions ; parce qu'ils renvoient l'image d'un monde qui exige trop de changements, trop de ces révisions que l'on qualifie de déchirantes avant d'avoir découvert qu'elles sont en fait cicatrisantes de notre mal de vivre ou de survivre.

Partout les combattants de l'écologie peuvent surgir pour inventer et intensifier la révolte quotidienne. Une révolte profondément politique, une révolte appuyée non pas



Photo DR

sur des états-majors, mais sur les citoyens agressés, sur les syndicalistes. Pour que fleurissent les alliances contre toutes les formes de l'agression productiviste et destructrice. [...]

Demain il sera trop tard

Dans leur maquis, sentant enfin les forces qui les entourent et les aident à se renforcer, les écologistes sentent l'impatience les gagner ; dans la mesure où les questions qu'ils posent avec clarté depuis une douzaine d'année au moins deviennent cruciales. Le temps se raccourcit qui sépare de certaines ruptures, de certaines décisions irréparables. Et le nucléaire est de celles-là. Demain, c'est certain, il sera trop tard pour rattraper certains choix, pour éviter quelques calamités, qu'elle menace en France ou dans le reste du monde.

Depuis cinquante ans, a révélé le « Programme des Nations unies pour l'environnement » au cours du mois d'octobre 1977, une surface de terre cultivable équivalant à la superficie de la Chine s'est transformée en désert. Chaque année, en France, 100 000 hectares de terres cultivables disparaissent sous le béton et les nouvelles autoroutes. Chaque année plusieurs rivières sont définitivement classées comme « égouts » et abandonnées officiellement à leur triste sort.

Chaque semaine qui passe nous rapproche du jour où le choix nucléaire de l'EDF et l'augmentation de la consommation énergétique qu'il suppose nous mettront dans une situation sans issue. Que survienne prochainement, un accident, une panne grave dans un de ces réacteurs que l'on dit si sûrs, et les foules en colère viendront assiéger les centrales en fonctionnement, exigeant leur arrêt immédiat. Ce qui aura pour effet, sauf à faire donner la police et organiser une répression sévère, de provoquer cette pénurie d'énergie dont EDF et ceux qu'elle a convaincus, agitent la menace pour nous faire admettre tous les dangers.

Chaque mois qui passe permet au pouvoir en place de perfectionner son système informatique de contrôle et de surveillance des individus. Chaque année qui passe rend notre économie un peu plus dépendante des industries d'armements qui ruinent le tiers monde.

On pourrait multiplier à l'infini les éléments de ce livre noir des destructions et des erreurs. Celles qui justifient l'impatience grandissante des écologistes. Celles qui nous font de plus en plus violence.

D'autant plus impatients et rageurs qu'ils savent que beaucoup de nos dirigeants sont conscients qu'il est urgent de ne plus attendre pour prendre des mesures conservatoires, pour réagir. Parfois même pour sauver les meubles : car, malheureusement, en commençant à vivre autrement demain on n'inversera pas tout de suite le cours des destructions et des empoisonnements, on ne trouvera pas immédiatement et par miracle un nouvel équilibre.

L'éco-sabotage

C'est en raison de cette urgence que la guérilla écologique pose la question des

armes de l'action à mener et se sent de plus en plus tentée par une certaine violence. Des milliers de gens, qui ne se savent pas forcément écologistes, ont déjà entrepris le sabotage quotidien de notre société. En refusant les fichiers, en fournissant des données fantaisistes, en embouteillant les circuits administratifs, en refusant de vivre sur un mode normalisé.

Mais des écologistes, de plus en plus nombreux, pensent que cela n'est pas



Photo Coltembert

encore suffisant. Et nous revenons à cette question obsédante de l'éco-sabotage.

Faut-il intervenir de façon plus brutale, plus « efficace » contre les pollueurs, les destructeurs et les irresponsables aménageurs de tout poil ? Difficile de répondre froidement, bien au chaud dans un livre et dans un discours. Faut-il avoir recours à des actions exemplaires... et utiles ? Il n'est pas facile de se débarrasser de la question. D'autant plus qu'il est plus évident que certains écologistes ont déjà répondu : EDF en a souvent subi les conséquences mais, curieusement, elle ose à peine l'avouer.

Mais que cela soit bien clair : à ma connaissance aucun écologiste n'a jamais pensé s'en prendre aux individus, à attenter à leur vie pour résoudre une agression, si violente soit-elle. D'abord pour une raison bien simple, disons-le cyniquement : l'existence d'un tel à la tête d'une entreprise ou d'un service ne détermine pas le caractère nocif et anti-écologique de cette usine ou de cette administration. Ce n'est pas en fusillant dix directeurs généraux d'EDF que l'on empêchera cette institution de manifester son impérialisme. Deuxième raison : les écologistes ont trop le respect de la vie pour s'en prendre à un individu, quel que soit sa part de responsabilité individuelle. Troisième raison : les écologistes sérieux n'ont pas la naïveté de croire que la situation actuelle ne persiste que sous l'influence de « mauvais individus ». C'est un système

qu'il faut casser, pas une série de responsables. Leur coalition s'effritera d'elle-même quand le système dont ils assurent le fonctionnement commencera à donner de la bande. Les preuves existent que l'on peut toujours trouver son chemin de Damas, y compris dans les couloirs capitonnés des bureaux directoriaux d'EDF.

Alors, on en revient au problème des actions exemplaires, de ces actions qui seraient susceptibles de provoquer une série

de chocs dans l'opinion publique, en lui permettant de mesurer quelques-uns des dangers qu'on lui fait courir. En lui permettant aussi de faire connaissance avec ceux qui se moquent le plus d'elle.

Il est dramatique d'en arriver à songer au spectaculaire car, de toute évidence, c'est ce qu'il y a de moins authentique dans une perspective écologique : ce qui est trop simplificateur est dangereux. Mais il y a urgence répond l'écho des écologistes impatients parce que inquiets.

La nuit du 19 au 20 novembre, au moment où se tenait la réunion électorale d'Ecologie-78 est au moins un avertissement sérieux : il en est qui, un peu partout, perdent patience, qui se lassent de crier dans le désert. Il en est dont on a tort de sous-estimer le désespoir et la puissance de contagion. A payer la guérilla écologique de mots, on ne peut que l'inciter à durcir sa position et ses méthodes : après tout, même ceux qui ne font rien pour l'aider ne lui disent pas qu'elle a tort et que ses revendications ne sont pas fondées. Simplement, on répond par des promesses toujours renouvelées parce que jamais tenues.

C.-M. VADROT ■

Copyright éditions Syros, 1978

(*) Dans un ouvrage à paraître le 9 janvier aux éd. Syros (9, rue Borromée, 75015 Paris), Histoire d'une subversion : l'écologie, 270 p., 27 F.

Sahara que veut Giscard ?

En Mauritanie où opèrent les « Jaguar » français Giscard pourra-t-il vraiment éviter le piège de l'escalade ?

« Nous nous refusons à ce que nos africains, en particulier les plus faibles d'entre-eux, soient soumis à des menaces de déstabilisation. » Voilà une petite phrase qui n'aura évidemment échappé à personne, surtout pas à ceux à qui elle était destinée ce 2 janvier, au Palais de l'Élysée. Le corps diplomatique rassemblé ce jour-là à l'occasion de la traditionnelle cérémonie de présentation des vœux, n'a guère été surpris par les propos tenus par le chef de l'État : après tout, la réaffirmation du soutien de la France à la Mauritanie est chose banale.

S'il ne s'agissait que du soutien au régime du président Moktar Ould Daddah. Mais c'est à l'évidence davantage l'Algérie que Giscard visait. Une mise en garde, en somme. Une de plus. Le président de la République décidément ne recherche pas l'apaisement. Or, force est de constater qu'après l'heureuse issue qu'avait trouvée l'affaire des « otages » du Polisario — dans laquelle le président Boumediène avait donné la preuve évidente de sa bonne volonté —, on était en droit de s'attendre à

ce que la France, de son côté, en fasse au moins autant. C'est le contraire qui s'est passé.

Des conclusions hâtives

Laissons de côté le contexte électoral. Les prisonniers libérés, il y a peu de chance pour que l'opinion publique persiste à s'intéresser à un conflit qui, en soi, ne prend pas la tête de ses préoccupations. De ce point de vue Giscard d'Estaing ne pourra pas longtemps exploiter le filon.

Reste une autre corde : celle du racisme. Toujours vivace, lui, et dont une certaine presse fait son pain quotidien. On connaît la politique de la France à l'égard de ses immigrés, particulièrement algériens. Les dernières mesures prises par Stoléro sont là pour nous le rappeler.

Le plus grave est ailleurs. Dans la persistance mise par le gouvernement français à ne pas rendre plus sereines ses relations avec l'Algérie. D'autant que, en

dépit de certaines conclusions hâtives, les relations commerciales entre la France et Alger ne sont pas aussi mauvaises qu'on pourrait le croire. Pour ne parler que des apports financiers privés français en Algérie, ils sont passés de 1 218 millions de francs pour l'année 1975, à 2 556 millions en 1976. Ce qui se traduit en pourcentage par une augmentation de 109 %. Pour l'année 1976, la France a investi au titre de la coopération la somme de 2 891 millions de francs. Ce ne sont que des exemples qu'il conviendrait sans doute de nuancer. Par l'évocation par exemple de la stagnation de l'aide publique apportée par Paris — 334 millions en 1975, 344 millions en 1976, soit une augmentation de seulement 3 % —, par le fait que la balance des échanges n'est guère favorable à l'Algérie.

Des contrats mirifiques

Personne ne s'explique, et surtout pas les milieux d'affaires, que la volonté politique de Paris puisse être telle qu'elle fasse encourir à la France les risques d'une détérioration grave des relations économiques avec Alger. Car c'est bien de cela qu'il s'agit à terme. Depuis la visite du président Giscard d'Estaing, en avril 1975, les contrats mirifiques que la France aurait été en droit d'espérer, d'autres pays en ont été les bénéficiaires. Sur les fameux « cinq contrats » quatre ont déjà été attribués, mais aucun n'est revenu à la France et plusieurs des marchés ont été attribués à des pays comme les États-Unis — dont la « percée » en Algérie est spectaculaire —, l'Allemagne de l'Ouest, la Suède, la Belgique ou l'Italie. A l'heure qu'il est, il est peu probable que le contrat pour la construction d'une usine d'automobiles à Oran soit emporté par la régie Renault. Chiffree, la brouille franco-algérienne est éloquent : de 7,2 milliards, chiffre global des contrats passés en 1975 entre l'Algérie et la France au bénéfice de cette dernière, le montant global pour l'année 1976 est passé à 1,7 milliard.

On reste en haut-lieu à Alger quelque peu perplexe devant le tour que prennent les relations entre les deux pays. Sans toujours bien comprendre ce qui pousse le président français à poursuivre dans la région une politique qui peut compromettre durablement les rapports d'amitiés et les échanges économiques.

La fin de l'épisode malheureux des « prisonniers du désert » laissait espérer de la part de l'Élysée — puisque c'est bien à l'Élysée que se décide la politique extérieure de la France —, l'amorce d'un revirement. C'était là une occasion de passer l'éponge et de revenir peut-être définitivement sur l'analyse fautive qu'on semblait faire depuis 1974 sur la stabilité du régime algérien. Or, rien pour l'instant ne semble laisser espérer une telle volonté.

« Sam » contre « Jaguar »

Au contraire. L'intervention des « Jaguar » ne peut que contribuer à hausser la

Conférence de presse des prisonniers du Polisario à la ligue des droits de l'homme





Les Présidents Giscard d'Estaing et Boumedième dans les rues d'Alger (avril 1975)

mise dans la région. Précisément, tout le danger est là. On sait ce que valent les prétentions à une intervention limitée. Dans le cas présent, elle pourrait conduire au résultat inverse de celui qui est escompté. Il suffira pour cela que les maquisards du Front Polisario se voient contraints — et comment à la longue ne le seraient-ils pas ! — d'user des fusées soviétiques « Sam » dont l'Algérie dispose et use pour son système de défense. Il y faudra certes le feu vert de l'URSS et cette dernière, en dépit de timides déclarations de soutien à la lutte des sahraouis, tient compte d'abord des liens économiques qui l'unissent au Maroc (pays avec lequel le 11 novembre dernier elle a passé un contrat l'engageant pour la somme de 2 milliards de dollars sur une période de vingt-cinq ans pour l'exploitation des gisements de phosphates de Meskala).

L'engrenage

Pour l'instant rien n'est encore décidé. A Alger on redoute légitimement l'engrenage dans lequel l'intervention française pourrait conduire la région. D'autant que la faiblesse

de la Mauritanie à laquelle Giscard apporte son soutien n'est plus à démontrer. Ce n'est d'ailleurs pas seulement l'attaque répétée de Zouérate — poumon économique du régime d'Ould Daddah —, qui cause à la Mauritanie les difficultés qu'elle connaît. Sa fragilité vient aussi d'ailleurs : de sa composition ethnique. Une partie de la population est d'origine sahraouie. Le Polisario trouve, très normalement, auprès de cette dernière une complicité qui ne cesse pas d'inquiéter le gouvernement mauritanien. Les désertions se multiplient dans l'armée, la lassitude s'installe, le dépit aussi, aggravé par le fait que l'état-major mauritanien subit désormais les ordres des officiers supérieurs dépêchés par Giscard. De toute évidence, si la guerre se poursuit — et elle se poursuivra tant qu'une solution n'aura pas été trouvée au problème sahraoui —, la Mauritanie, qui fait les frais de la guerre beaucoup plus que son voisin et allié le Maroc, alors qu'elle est le moins en mesure de supporter un tel effort, devra recourir de plus en plus à l'aide venue de Paris. Aussi les choix opérés par la capitale française dans les semaines à venir seront-ils décisifs.

J.S. ■

Espagne : la longue marche

L'opposition espagnole demeure prudente. Elle sait que la démocratie est encore une idée neuve dans la péninsule ibérique

« 1. La forme politique de l'Etat espagnol est la monarchie parlementaire. 2. Il est reconnu aux nationalités et régions d'Espagne le droit à l'autonomie. 3. Les partis sont l'instrument fondamental pour la participation politique. 4. Les forces armées garantissent la souveraineté et l'indépendance de l'Espagne, son intégrité territoriale et l'ordre constitutionnel. 5. Les Espagnols sont majeurs à l'âge de dix-huit ans. 6. Le roi propose le candidat à la présidence du gouvernement. »

Telles sont les grandes lignes du brouillon (borrador) de l'avant-projet de constitution que les Espagnols ont pu lire dans la presse quotidienne du 24 décembre 77.

Monarchie ou République ?

Aux yeux de la majorité des partis espagnols l'idée de monarchie parlementaire paraît être dans la situation actuelle de l'Espagne le seul mode viable, le seul compromis valable pour éviter une réaction énergique de la part des forces armées et de l'extrême droite. Car ce n'est un secret pour personne : la discipline et l'obéissance de l'armée vis-à-vis de la couronne est plus vigoureuse que ses convictions démocratiques, en tout cas au niveau des états-majors.

D'autre part, il semble à certains que le roi a donné jusqu'ici des gages de démocra-

tisation, et le fait qu'il accepte une monarchie parlementaire supprime les pouvoirs exorbitants que Franco avait laissés à la couronne.

Si les partis de l'opposition acceptent cette forme de gouvernement, le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) s'affirme contre et réclame une république parlementaire ; en cela les dirigeants du PSOE se font les porte-parole des militants de base de ce parti qui sont profondément et historiquement attachés à la République et l'ont encore affirmé lors de leur dernier congrès, fin 76. Ce choix fait aujourd'hui l'objet de fortes discussions internes au PSOE. De plus, dans le tout premier avant-projet connu cet été le chef du gouvernement devait être élu par l'assemblée parlementaire ; ici, il est proposé par le roi et sa nomination doit être ratifiée par la première chambre.

Mais la principale question reste celle de l'autonomie. Les articles 2 et 3 du chapitre premier de cet avant-projet de Constitution affirment nettement le droit à l'autonomie des nationalités et des régions, citent clairement « les peuples » d'Espagne, reconnaissent, tout en faisant du Castillan la langue officielle de l'Etat, le droit d'existence aux différentes langues pratiquées en Espagne en les présentant comme un patrimoine culturel à sauvegarder.

C'est le droit à la différence tant nié et écrasé par le franquisme. Cependant tout n'est pas simple. Quelles vont être les régions qui auront ce statut d'autonomie ? La Catalogne, le Pays basque avec le vieux problème de la Navarre, la Galice, qui ont déjà eu ce statut par le passé ? Oui, mais et l'Andalousie, la Castille... et les Iles Canaries ?

Or, en droit, sans définition constitutionnelle de ces régions et provinces, il ne peut y avoir de loi électorale codifiant les élections provinciales, municipales et régionales.

Selon les évaluations officieuses mais sérieuses que nous tenons de Madrid, aujourd'hui, dans le contexte de crise qui sévit en Espagne, sur le plan local, la gauche peut gagner des élections municipales et a de grandes chances de l'emporter dans bon nombre de grandes villes. On dit aussi que cette gauche craignant toujours un éventuel contre coup de la droite franquiste ne veut pas accélérer le processus enclenché et préfère aller prudemment dans l'avancée démocratique.

Ce processus se continuera sans doute tout au long de l'année 78. Il faut que cet avant-projet de Constitution soit soumis à la lecture (ce sera la troisième) de la Commission constitutionnelle pour fin d'amendements, présenté ensuite au vote des assemblées (Parlement et Sénat) ; après quoi il est probable que le texte définitif sera soumis par référendum aux peuples d'Espagne.

Le gouvernement dissoudra alors l'actuelle assemblée « constituante » ; au plus tôt, en juin dit-on, de nouvelles élections législatives auront lieu, et ce sera du ressort de la nouvelle législature de mettre en place la loi électorale codifiant les élections provinciales, municipales et régionales qui de ce fait sont reportées sine die. Telle sera sans doute la longue marche de l'Espagne sur le chemin de la démocratie pour l'année 1978.

F. MORENO ■

Jean Duvignaud :

La mort guette nos sociétés technologiques. Leur autodestruction est le fruit de leur logique folle. C'est ce qu'évoque le sociologue Jean Duvignaud* pour qui une « seule chance » demeure pour l'homme : l'autogestion.

TS : Votre métier de sociologue vous le concevez comment ?

Jean DUVIGNAUD : Il n'y a pas de métier, de sociologue, mais une vocation. Il existe la possibilité pour tout le monde d'interroger la société dans laquelle il se trouve. Il y a bien sûr des sociologues particuliers, des sociologues « *institués* ». Moi-même je suis à l'Université : par conséquent je suis quelqu'un dont le métier serait d'être sociologue. Seulement je crois que la vraie sociologie, ce n'est pas nous qui la faisons dans notre discours, ce sont les autres. Ceux qui habitent cette société et auxquels il faut donner les moyens de retrouver une parole et qui n'ont pas jusqu'ici pu vraiment transmettre.

J'ai l'impression que la classe politique actuelle en France est, en ce moment, complètement coupée de la réalité sociale. Il y a un métier politique, et ce métier politique engendre une sorte de paranoïa sociale. Les gens qui le pratiquent sont tous, sans exception, prisonniers de certaines définitions qu'ils ont choisies de la politique, et engagés dans une activité souvent délirante, et une rationalité parfois aberrante. La situation qu'ils occupent les coupe ou les a coupés presque entièrement de ces changements sociaux, de ce tuf de la société, de la vie collective, qui est infiniment plus riche et diverse qu'on ne le pense d'habitude.

Si je pense que la sociologie n'est pas un métier, c'est parce que j'estime qu'il faut « *casser* » les limites de ce discours et s'ouvrir à la diversité et à la richesse d'une société dont les capacités d'invention sont immenses. Je regarde le réel social comme infini, alors que le discours du sociologue et du politique paraissent clos.

Paresse et parole déléguée

TS : Vous avez marqué votre souci de rendre la parole à ceux qui ne l'ont pas. Parce qu'elle leur a été confisquée ?

J.D. : Non, je crois qu'elle n'a jamais été entendue, que d'ailleurs on n'a jamais fait le moindre effort pour l'entendre. On délègue la parole, on délègue le pouvoir, on donne à certains la possibilité de parler pour d'autres. C'est ce que je fais en ce moment

d'ailleurs. Au nom de quoi ? Il n'y a aucune espèce de justification pour qu'un individu ait le droit de parler pour un groupe. Il peut être mandaté par ce groupe pour agir, pour une action précise, il ne peut représenter la variété ni la richesse de sa parole. Ce que je dis là conteste une certaine représentativité démocratique qui feint de croire que si l'on a élu quelqu'un, cinq ans après cette personne continue à représenter ce qu'elle a représenté cinq ans auparavant.

Vous disiez qu'à ces gens on avait confisqué leur parole. Oui et non. Si on suit historiquement ce qui s'est passé, il est certain par exemple que la paysannerie française au XIX^e siècle est entrée dans le monde du pouvoir en devenant soit curé, soit instituteur, soit fonctionnaire. Elle est entrée dans un monde que l'on peut généraliser sous le vocable de classes moyennes. Dans un monde proche du pouvoir. Elle en a oublié ses origines.

C'est encore plus clair dans les sociétés



qu'on appelle les « *jeunes nations* », où l'intellectuel formé aux valeurs occidentales perd complètement le contact avec ses bases et n'entend plus le langage de ceux qui étaient ses parents.

Chez nous, le même phénomène s'est produit. Le nationalisme de 1914 a cru représenter la patrie française — vous savez à quel massacre cela a conduit. Ensuite on a vu d'autres gens qui ont cru représenter une certaine réalité existentielle du pays. En fait une masse informe acceptait paresseusement qu'ils la représentent.

On s'aperçoit, depuis une dizaine d'années, avec une sorte d'effarement que des gens qui n'avaient jusque-là jamais pris la parole l'ont soudain prise. Je ne parle pas seulement de mai 68, qu'on veut oublier parce que ça gêne tout le monde, mais de ce qui, depuis quelque temps, explose sous la forme par exemple des mouvements régionalistes, écologistes, etc..., manifestations d'une parole qui jusqu'ici n'avaient pas été donnée, ni entendue.

Ce qui ne veut pas dire que les idéologies de ces différents mouvements soient meilleures que celles des idéologies politiques : je ne le crois pas. Je crois que se cache sous ces idéologies une sorte « *d'action sociale* » qui doit trouver un moyen de se manifester. Sinon on en arrivera inévitablement à des situations du type de celles que connaît la République fédérale allemande : le « *coincage* » qui entraîne la violence.

Une nouvelle violence « flottante »

TS : Précisément, cette violence dont vous faites état, à quoi l'attribuez-vous très exactement ?

J.D. : Quand on parle de violence il faut se méfier... Il y a la violence guerrière, contrôlée par une nation ; il y a la violence civile ou rurale de la guérilla ; il y a la violence de l'Etat. La violence prend des formes différentes. Elle est toujours attachée à une structure, à un système dans lequel elle prend sa place. Par exemple l'Eglise a exercé une violence terrible lors de l'Inquisition et des persécutions, ou l'Université au moment où la Sorbonne légiférait en tant que groupe d'« *intellectuels organiques* » de l'ordre monarchique et théologique. Cela dit, la violence n'est pas séparable du contexte dans lequel elle se trouve. C'est tout récemment que la violence s'est trouvée séparée de son contexte. Je pense précisément aux Palestiniens, à des gens sans terre. Ces gens se sont trouvés coupés de leurs racines, la violence est devenue pour ainsi dire une chose « *flottante* », une seconde nature.

C'est ce qui se produit en Allemagne aussi. Dans cette société qui ne laisse aucune structure d'accueil pour ce qui n'est pas la rentabilité, c'est-à-dire aucune chance accordée au jeu, aucun élément que j'appellerai *a-structurel*, dans cette société il n'y a pas de place pour autre chose que l'intégration. Par conséquent la violence est libérée.

TS : Cet espace ludique, on aurait pu croire que les sociétés dites « libérales » étaient en mesure de l'aménager...

J.D. : Elles en sont le plus éloigné. Parce que précisément les sociétés libérales sont

des sociétés capitalistes. Et le système capitaliste, système d'économie de marché, c'est un système dans lequel la rentabilité l'emporte. Rentabilité économique et technologique. Et là, il n'y a aucune place pour le jeu. Sauf le jeu organisé par l'Etat lui-même. Qui n'est pas le jeu, qui est un jeu truqué, une mystification.

Pourtant, je crois que dans ces sociétés les formes ludiques, de rentabilité zéro, sont beaucoup plus nombreuses qu'on ne le pense. Les économistes, les sociologues n'en tiennent pas compte : ils préfèrent intégrer l'homme au travail et aux institutions.

Au royaume du jeu et de la rentabilité zéro

Ces activités ludiques sont variées. Ça va de l'intérêt qu'on peut avoir pour le sport, jusqu'aux jeux de hasard, jusqu'aux jeunes motards qui se regroupent par exemple place de la Bastille, le vendredi soir. La motocyclette est apparemment un objet cher, mais c'est un objet que l'on détourne pour en faire un instrument de jeu. Les situationnistes avaient un très juste mot : le mot de *détournement*. Lorsque l'on détourne un objet de son efficacité immédiate, on entre dans le royaume du jeu, de la rentabilité zéro. Prenez par exemple la contraception. Quand on fait l'amour pour avoir des enfants, c'est un moyen de retrouver la fonction biologique et l'organisation sociale. Ça n'est pas le jeu. Le jeu commence quand on fait l'amour pour rien, pour la recherche de l'intensité et du plaisir.

Les trois quarts des sociétés libérales ont fait l'option, comme d'ailleurs la société soviétique, que le travail était le but de l'homme et sa fonction sur terre. Il y a une sorte de collusion entre la pensée chrétienne et la pensée du *Capital*. Bataille l'a pressenti. On a accepté des deux côtés que le but des sociétés c'était la production et le travail. Et par conséquent que tout ce qui n'était pas cela devait être banni. Dans ces conditions, les sociétés libérales ne peuvent concevoir que des sortes de cérémonies tristes et contrôlées.

TS : Revenons à ce que l'on appelle les « mouvements sociaux ». Ils s'expriment de manière spontanée, ne sont pas théoriques par les acteurs eux-mêmes ; ils posent plus de questions qu'ils n'en résolvent.

J.D. : Il y a eu des époques de l'histoire de l'Europe et du monde où tous les mouvements sociaux étaient pour ainsi dire analysés en même temps qu'ils apparaissaient. C'est le cas du XIX^e siècle : Marx, Proudhon, Tocqueville ont tenté de conceptualiser l'événement au moment où il apparaissait. A ce moment-là on ne parlait pas de spontanéité. Précisément parce que le penseur suivait le mouvement. Aujourd'hui, on assiste à une explosion de la diversité du monde, mettons depuis une cinquantaine d'années.

Regardez : en France, on s'enferme dans le structuralisme au moment où notre pays perd ses colonies. Le structuralisme est d'une certaine manière une réduction de la complexité de l'existence à une configuration fixe et définie. La France a perdu cette sorte de perception planétaire qu'elle avait

par son impérialisme. Inutile de dire que j'approuvais qu'elle perdît ses prolongements coloniaux. Mais je n'imaginai pas que la fin de l'impérialisme entraînerait un impérialisme intérieur, une interiorisation et un durcissement de la forme existentielle à l'intérieur du territoire symboliquement rétréci à la « classe intellectuelle ».

TS : Ce recentrement a tout de même eu des aspects positifs. Jadis on était ethnologue à condition d'aller voir ce qui se passait chez les Bororo.

J.D. : Vous prêchez un converti. J'ai toujours dit que les véritables Bororo étaient en France. Mais attention ! Quand vous allez appliquer aux Bretons ou à la Corrèze les mêmes systèmes de pensée que ceux que vous avez appliqués aux « sauvages », vous allez commettre les mêmes erreurs. Vous aurez remplacé une ignorance par un dogmatisme. Il était parfait de nous rabattre sur nous-mêmes et de découvrir que notre existence était un problème qu'il fallait comprendre. Mais personne ne l'a fait. Le résultat, ça a été mai 68.

TS : Mai 68 n'a pas été que cela : un réveil brutal.

J.D. : Les gens ont vécu dans une sorte d'optimisme assez longtemps. Ils pensaient avec Colin Clark (1) que le développement économique et le bonheur allaient aller de pair. En un sens nous vivons encore aujourd'hui cette illusion quand nous parlons de « la fin de la crise », au lieu de parler de pourrissement inéluctable. En ce sens, l'opposition et le pouvoir font la même option : il faut que la société se conserve. Le pouvoir veut la conserver telle qu'elle est ; l'opposition fait l'option qu'elle peut la sauver — et la sauver c'est la conserver.

Je suis prêt à croire qu'on peut faire une autre option : il y a des sociétés qui se détruisent car l'autodestruction fait partie des sociétés. Or les sociétés technologiques, le déclenchement de la technologie dans la connaissance industrielle entraîne une autodestruction de ce genre. Eisenhower disait à la fin de sa vie que le plus grand danger qui menaçait l'Amérique était un appareil « *technico-militaire* ». Ce dernier a fini par s'emparer du pouvoir un peu partout. Or ce genre d'appareils est autodestructeur. Le nihilisme, ce ne sont pas les nihilistes, c'est l'Etat hyper-exalté.

Une seule solution : l'autogestion

C'est une raison pour laquelle j'accorde une immense importance à l'autogestion. Non pas à l'autogestion en tant que mythe ou idéologie — dont je me moque complètement, mais au fait que nombre de gens, aujourd'hui, cherchent dans la société technologique des lieux d'asile et des bases d'attente contre l'homogénéisation qu'on leur impose. Cette société, en provoquant cette extrême dissémination, entraîne sa propre décrépitude mais favorise dans le même temps l'émergence — encore faut-il qu'il s'agisse d'un dynamisme collectif —, de formes partielles d'organisation et de gestion. Je crois qu'il faut redéfinir à nouveau le groupe social, non plus lié à l'institution d'un Etat dans une société structurée, mais comme une manifestation

collective d'un groupe qui assure la plénitude de son existence.

En un sens, l'autogestion, ce n'est pas nous qui la faisons. C'est la société technologique qui va nous conduire à une situation d'éclatement dans laquelle la seule solution véritable sera l'autogestion. Et si nous ratons cette chance, alors je crois que l'homme ratera toutes ses chances pour longtemps.

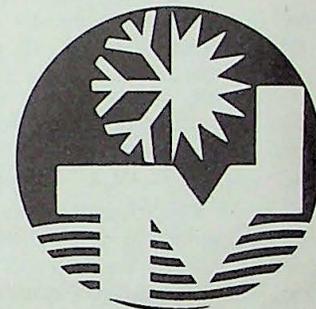
Propos recueillis par

José SANCHEZ ■

(1) NDLR : économiste anglais d'origine australienne, auteur notamment de *The conditions of economic progress (1940)*.

Jean Duvignaud vient de publier récemment deux ouvrages (*Le don du rien*, Stock, 322 p. 45 F et *Lieux et non-lieux*, ed. Galilée, 156 p. 40 F) dont nous rendrons compte prochainement dans nos colonnes.

LOISIRS VACANCES TOURISME



Plus de 160 possibilités
de vacances
en toutes saisons

- L.V.T. peut accueillir dans ses Centres de Vacances et de Loisirs :
 - des Familles,
 - des Groupes, Sessions, Stages,
 - des Classes de neige, de mer et nature,
 - des Retraités (places disponibles et possibilités de longs séjours).
- Dans tous les Centres L.V.T., l'animation et le monitorat sont assurés.
- Les prix très étudiés, sont modulés suivant les ressources familiales et l'âge des enfants.
- Les bons-vacances des C.A.F. sont déduits des prix de pension.
- L.V.T. édite chaque semaine l'état des places disponibles.
- L'annuaire L.V.T. regroupe tous les renseignements sur les Centres de Vacances, les Gîtes, les Campings, les Voyages.

DEMANDE DE DOCUMENTATION à adresser
L.V.T. : 67, rue de Dunkerque, 75009 PARIS

M., Mme (nom, adresse).....

.....

demande une documentation L.V.T.
A) pour les Familles (1)
B) pour les Retraités (1)

(1) Rayer la mention inutile.

Deux pieds en parenthèses renversées, des jambes en cerceau dans un froc incroyable, une canne arquée qui tournoie dans l'air, une redingote style « smoking-pour-malabar » usée jusqu'à la trame et, au-dessus d'une nuque indécise, une espèce de melon noir difforme. De face, la même chose. Avec, en plus, un carré de moustache noire en chatouillis dictatorial et deux yeux charbonneux d'un Hollywood du pauvre. Il arrive : on se marre. C'est Charlot, pionnier du cinéma, inventeur de la rigolade discrètement subversive, Charlot le lutteur, Charlot l'humaniste, Charlot le clown, l'immigré, le paumé qui ne renonce pas. Un mythe qui survit à Chaplin : Charlie Chaplin est mort, vive Charlot !

Après des débuts dans le court métrage (trente-quatre sketches tournés jusqu'en 1914 où se dessine les contours de Charlot, et se profile la satire sociale), Charlie Chaplin se révèle pleinement dans des longs métrages qui marquent chacun un moment de l'évolution de sa pensée.

Charlot est un clown. Mais, contrairement à l'Auguste, il lutte. Il lutte en solitaire. Sentimental toujours ce qui ne l'empêche pas d'être parfois agressif, sournois, brutal même s'il préfère la ruse à la violence. Est-il vaincu ? Une pirouette et il s'en va, déçu mais non pas aigri. Charlot n'est pas un « politique ». C'est une victime de la société capitaliste.

Chaplin disait : « *je ne suis pas un politique, je ne suis pas un intellectuel, je suis un non conformiste et un incorrigible romantique.* » Ce qui ne l'a pas empêché d'intervenir souvent dans les grands débats de notre époque : citoyen du monde, Chaplin, hostile à la première guerre mondiale, traverse le pays en vendant des bons pour la paix ; contre la seconde guerre mondiale, il intervient pour que les Etats-Unis se rangent au côté de leurs « alliés l'URSS » ; ce qui lui vaut dans les années cinquante, d'être convoqué devant la commission des activités anti-américaines où il déclare : « *je ne suis pas un communiste, je suis seulement un partisan de la paix.* »

Avec *L'Emigrant* en 1917, il évoque le mirage qu'est l'Amérique. Dans *Une vie de chien*, en 1918, il parle de la misère, une misère qu'il a connue enfant et lance « son » personnage de vagabond des faubourgs, très Anglais, mais dans lequel le monde entier se reconnaîtra. S.M. Eisenstein l'appelle alors « *sa majesté l'enfant* ». *Le Kid* confirme en 1921 les choix de ce Charlot môme de la rue, solidaire de tous les gosses de la misère, graine de bidonville et de ruisseau qu'il restera dans l'imagerie populaire.

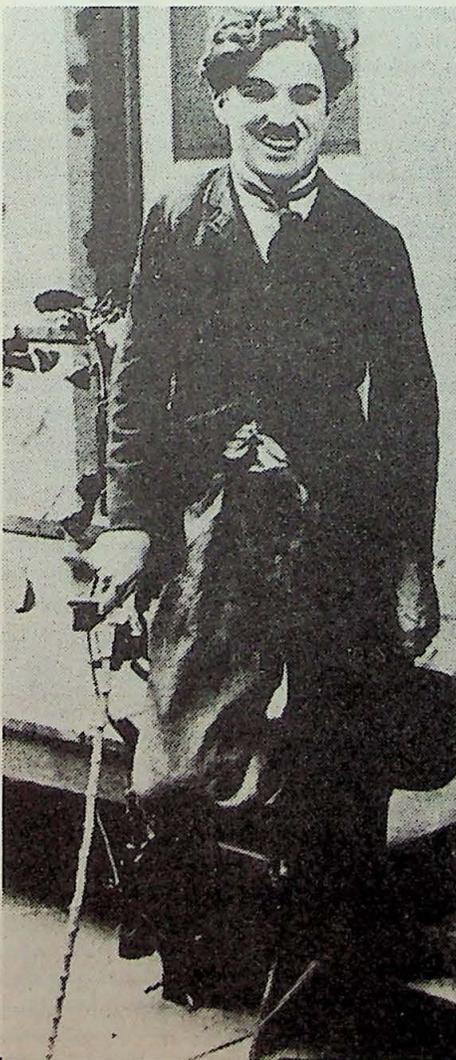
Vient 1929. Il tourne, avec sa nouvelle société de production United Artists, *l'opinion publique*, satire de la société américaine. Le film est interdit dans quinze Etats. Commence pour Chaplin le temps des tracasseries : les ligues de bonnes mœurs s'indignent et les multiples idylles amoureuses de l'artiste, ses quatre mariages, avivent cet incendie de vertus outragées et furibondes.

La ruée vers l'or en 1925 révèle enfin le plus grand cinéaste du début du siècle, un cinéaste international, le plus grand comédien, « *le sommet de l'art même* » dit J.-L. Barrault. Certains pays découvrent le



Little big man

Charlie Chaplin est mort,
vive Charlot !



cinématographe à travers les aventures de Charlot. Un Charlot toujours recommencé et inédit, clown solitaire dans *Le Cirque*, en 1927, héros meurtri des *Lumières de la ville* en 1931 — un film où il risque sa carrière et sa fortune en voulant préserver le muet —, « little big man » lunaire et acharné qui ne renonce jamais à se battre, tient à s'en sortir par ses propres moyens, lutte pour sauvegarder sa liberté et sa dignité malgré la misère et la solitude.

Mais désormais ses films ne se contentent plus d'être le reflet de son enfance. Ils attaquent de front la société américaine, moderne, oppressante. En 1936, *Les Temps modernes* stigmatisent la taylorisation, la société industrielle et modernisée, l'asservissement de l'homme par la machine. Film fort. Et film politique : Charlot n'est plus victime de la « misère » vague entité abstraite et morale ; il est la victime d'une société, c'est cette société qu'il attaque. Fini les pirouettes quand, à la fin, son personnage échoue. Cette fois c'est une lutte « à la vie ou à la mort ». Et après l'oppression de l'homme par la machine, Chaplin dénonce l'oppression de l'homme par l'homme : *Le Dictateur* sort en 1940. Accueil très froid. Réactions hostiles ou inconsciente indifférence. Pour la première fois, le vagabond est situé à un moment précis de l'histoire ; Charlie Chaplin l'humaniste lance un cri qui peut faire sourire aujourd'hui, mais constitue en 1940, un appel très courageux dans un monde bouffé par les fascismes. Goebbels ne s'y trompe pas et ricane sur Chaplin, « un misérable Juif, mesquin, avide et méprisable ».

Chaplin le solitaire sera une fois de plus incompris. Alors qu'en 1946 il tourne *Monsieur Verdoux* — l'histoire d'un criminel par réaction envers la société : une claque à la société bien pensante —, critiques et ligues s'insurgent une nouvelle fois. Chaplin, lui, tourne ses dernières œuvres : *Limelight* en 1952, alors que la commission des activités anti-américaines le poursuit, et que le clown déçu déclare : « *je n'ai pas été drôle, je suis fini* ». Suivent *Un roi à New-York*, en 1956, satire de l'Amérique et de la société moderne, et *La Comtesse de Hong-Kong*, en 1966, simple divertissement où Chaplin « s'offre » Sophia Loren et Marlon Brando.

Roland Barthes écrit « *Charlot frôle sans cesse le problème prolétarien mais ne l'assume jamais politiquement. Ce qu'il nous donne à voir, c'est le prolétaire encore aveugle et mystifié, défini par la nature immédiate de ses besoins et son aliénation totale aux mains de ses maîtres.* » Sans doute. Mais, cinéma de divertissement, le cinéma de Chaplin est politique comme l'est aujourd'hui un certain cinéma italien — avec plus d'humour vrai et de tendresse, moins de freudo-marxisme c'est vrai.

Aujourd'hui les phrases tombent : « *vocation d'éternité* » dit Giscard d'Estaing ; « *nous ne devons pas oublier* » affirme M. d'Ornano ; « *son œuvre est vivante* » proclame Georges Marchais. Des mots bien grandiloquents pour le « petit grand homme qui ne se laisse pas faire » que reste, pour nous tous, Charlot.

Gilles MARSAUCHE ■



Photo DR

« Fernand (Sami Frey) voulait faire « femme au foyer » et élever ses gosses »

viv(r)e l'amour!

L'amour pas triste dans un pavillon de banlieue transformé en abbaye de Thélème pour ne pas sombrer dans la normalisation gâtifiante du Sam'di-soir-après-l'-turbin.

Pourquoi pas : Un véritable direct du droit avec lequel Coline Serreau donne dans le tas. Plus besoin de se geler la carcasse pour chercher le film libérateur : le voici sous nos yeux. Avec son paquet d'intelligence, d'humour et de franchise.

Saut à pieds joints dans la vie, sans majuscule : celle de tous les jours, souvent

mesquine et difficile ; l'existence enfermée dans les schémas imposés par la société : le père au travail, la femme à la maison — et allons-y pour les désolantes évidences de notre « petit monde meurtrier ». Chez Coline Serreau, on a tourné le dos à ces rôles tout préparés. Trois êtres — deux hommes et une femme dont le douillet bonheur du « prêt à vivre » a foiré —, se retrouvent dans un pavillon de banlieue menacé par les boulimiques des HLM pour essayer d'y vivre un bout de chemin à leur façon. Ils viennent de milieux sociaux différents. Leur point commun ? Ils crèvent sous le poids de la normalisation gâtifiante. Fernand (Sami Frey) voulait faire « femme au foyer » et élever ses gosses, Louis (Mario Gonzalez) préférerait jouer dans un orchestre de night-club plutôt que de tripatouiller le service de table en argent massif de son enfance dorée,

et Alexa (Christine Murillo) désirait travailler et non pas interpréter les objets de décoration pour foyer design de jeune cadre dynamique. On voit le problème : kolossal ! Les trois bâtards inadaptés de Coline Serreau ont décidé de remodeler la règle du jeu. En s'installant chacun dans sa fonction préférée (ah ! Sami Frey en couturière aux doigts d'or !), ils ont réussi l'alliage de l'amour et de l'équilibre économique. L'Amour ? Il est complètement libéré. Ce qui ne signifie pas la partouze glapissante. Coline Serreau n'est pas de ce genre-là ! Mélange des sexes, oui, mais dans la plus complète sérénité. Il n'y a plus de différence entre homosexualité et hétérosexualité : ce trio-ci n'intéressera guère les voyeurs, tant il est devenu parfaitement « naturel ». Avant de parler de sexe, on parle d'amour : c'est la révolution authentique dans un domaine encore fort chatouilleux. Devant ces êtres qui vivent selon leur âme et leur corps, il est permis de hoqueter cinq minutes. C'est le cas de Sylvie (Nicole Jamet), fraîche donzelle tout droit sortie d'une famille coincée dans les meubles de style. Elle choisira la communauté — pas par acte de sublime révolte contre le vieux monde, simplement parce que cette vie nouvelle lui permet enfin d'assumer ses désirs et ses contradictions.

Fable, que ce film étonnant et dévastateur, parsemé d'un humour irrésistible — Michel Aumont, en flic déprimé, est à hurler de rire —, fable des temps modernes qui est un véritable exercice de haute voltige : Coline Serreau n'a pas choisi la facilité. Son sujet pouvait permettre tous les excès, mais son « phalanstère made in 78 » construit par des comédiens hors pair évite tous les pièges pour devenir le modèle d'une possible existence.

Fabian GASTELLIER ■

Salles : Biarritz (723 69 23), Cluny Ecoles (033 20 12), Bonaparte (326 12 12), Ursulines (033 39 19), Maxéville (770 72 87), Opéra UGC (261 50 32).

Coline Serreau : "l'amour ça existe"

TS : Le thème de ton film s'inspire-t-il d'une expérience personnelle ?

Coline SERREAU : Non, *Pourquoi pas !* est un vieux projet, écrit il y a 3 ans. Avec ce film, j'ai voulu remettre en cause les rapports entre les gens ; essayer d'exprimer par le cinéma certaines de mes idées sur les possibilités de se sortir des schémas sociaux qui mutilent les êtres. En plus et surtout, j'ai voulu faire une histoire d'amour passionné ; montrer que ça existe en dehors de la « normalisation ».

TS : Tu casses pourtant la famille traditionnelle pour en reformer une autre.

C.S. : La famille, c'est un mot abstrait. Pour moi, c'est un savant mélange d'affection et d'économie. Mes zouaves recréent une famille, certes, mais en multiplient les données : ici, les rôles économiques et affectifs des familles sont redistribués selon le désir de chacun. La famille me plaît sous cet angle-là.

TS : Tu ne veux pas que l'on prenne tes personnages pour des marginaux.

C.S. : Mes personnages ne sont pas des hippies ou autres êtres communautaires ; ils sont des individus socialement classés (un bourgeois, un noble peut-être ; une fille de classe aisée ; un prolo) et, s'ils ont refusé de jouer les rôles qu'on leur avait imposés, ils sont restés cependant extrêmement conscients de leur passé, de leurs responsabilités. Ce sont des êtres mûrs, sérieux. Ils ne prônent pas le bordel intégral.

TS : Tu as créé un personnage irrésistible : le flic, joué par Michel Aumont. Qui est-il ?

C.S. : Je suis parfaitement consciente que je ne peux pas dire : « ce flic ne représente rien », parce que, choisir cette catégorie professionnelle n'est pas gratuit ! Le flic, c'est la Répression majuscule ; c'est l'homme le plus prisonnier des schémas. On lui dit que : « Untel a fauté » et il va chercher Untel pour l'accuser. S'il n'y a rien de moche dans la vie de Untel, il fera tout pour lui trouver une culpabilité possible. Devant mes personnages, il se heurte pour la première fois à des gens qui ne se sentent

pas culpabilisés pour deux sous. C'est devant cette assurance pénarde qu'il craque.

TS : Tu n'as jamais cherché à « théoriser » ton film.

C.S. : Bouh ! ça ne m'intéresse pas du tout ! Je ne suis pas une professionnelle du discours, mais une femme de spectacle. Il me faut les moyens du spectacle : le rire, par exemple. Je n'aime pas le ciné-tract.

TS : Tes comédiens viennent surtout du théâtre.

C.S. : C'est là que l'on trouve les vrais professionnels. Et il m'en faut ! Qu'est-ce que je peux être emmerdeuse sur un plateau de tournage !

TS : On a pourtant l'impression que tu es d'une infinie tendresse...

C.S. : Bien entendu, « chère amie » (Coline rigole), je suis d'une tendresse incommensurable ; mais sur le plateau, au boulot, je suis chiantie comme il n'est pas possible. Tendrement insupportable, quoa !

Propos recueillis par

Fabian GASTELLIER ■

apothéose et gueule de bois

Déménagement,
Dix-jours qui ébranlèrent
la France, la dégustation
est avancée.

Je ne sais si c'est que je suis un peu sensible, voire sujet à quelque maladie nerveuse, mais le visionnement de la télé ces temps-ci — et plus encore l'écoute de « France-Inter », la grande voix de la France giscardienne — me font littéralement « déménager ». Le phénomène, qui prend des proportions inquiétantes, s'accompagne de bris de chaises, de détraquages d'appareil, de lettres enflammées, de bordées de jurons, de têtes dans les mains ou contre les murs, d'homériques disputes intestines. Bref, il faudrait tourner tous les boutons et mettre la clé sous la porte.

Et voilà que justement, B. Emerald écrit à *TS* (courrier, n° 767) pour dire qu'on est quand même tous militants et de gauche, qu'on a son sens critique, et qu'au moins — à « France-Inter » — il y a *Marche ou rêve*. Faute de mieux — voyez l'élégance du procédé! — j'en suis réduit cependant à faire comme s'il avait tort (tout en appelant les lecteurs [trices] intéressés ou irrités à

1978 : Creys Malville la lutte continue

A Paris, le cinéma Bilboquet, place Saint-Germain-des-Près projettera deux films de S. Poljinski à partir du 11 janvier.

● **Malville, état de siège** : c'est l'ultime guet-apens pour la « démocratie ». 60 000 personnes au rassemblement pacifique de juillet 77 face aux forces armées. Bilan : 1 mort et plus de 200 blessés. Une grave réflexion de stratégie politique.

● **Nucléaire, danger immédiat** : le sujet clé de la prochaine campagne électorale. Un regard réaliste qui va au-delà des promesses politicardes. Une pièce capitale versée au dossier des choix politiques de demain. Le film que le pouvoir et la direction d'EDF ont prétendu saisir. En outre, le 17 janvier après la séance de 20 h 15 (c'est-à-dire à 22 h 30), il y aura un débat avec Serge Poljinski, Michel Martin (PSU) et sous réserve Michel Granjean.

● « **Le PSU, une gauche différente** ». Le film du PSU sera présenté aux militants le samedi 21 janvier, à 10 h 45 au cinéma La Pagode (57 bis, rue de Babylone, 75007 Paris, métro : St-François Xavier). Les lecteurs de *TS* sont cordialement invités à venir nombreux voir ce film qui leur permettra de faire plus ample connaissance avec le PSU.

nous donner au plus vite leur sentiment.

Etalage

Alors, 1978 est arrivé. Une apothéose. De l'indigence, on est brusquement passé au trop-plein. Les shows ont succédé aux opéras, qui ont cédé le pas aux grandes séries prestigieuses. Formidable, incroyable. Un festival, un bouquet. Dix jours où il fallait plaindre ceux qui n'ont pas la couleur. Dix jours qu'il aurait fallu passer devant l'écran, bien calé, attentif, amoureux.

Vous y étiez ? Moi non plus. Mais il reste quelques fumets dans les yeux, quelques climats dans la tête : les trois épisodes du « *Loup blanc* », la fresque régionaliste de « *FR 3* » ; les « *Charlot* » imprévus que la mort de Chaplin nous a valus ; l'intimiste *Banlieue sud-est* de Gilles Grangier (d'après le roman de René Fallet) ; une bordée de films, comme *Véra Cruz*, *Lord Jim*, *la Nuit américaine*, *Barrabbas* ; « *Au plaisir de Dieu* », la saga de la famille de M. le comte Jean d'Ormesson ; et puis la dose obligée de « *musicals* », avec les *Folies Offenbach* (« *Ant 2* », Michel Boisrond), *Mexique Magique* (« *FR 3* », François Reichenbach), *Molière imaginaire* (Maurice Bèjart)... Un mélange de richesses qui laisse pantois. Une pièce montée qui nappait de crème l'année nouvelle. Un concentré dont le seul et unique défaut est d'avoir l'air d'excuser le reste de l'année (passée), et de faire redouter la suivante.

Au plaisir

Cher B. Emerald, ai-je été suffisamment positif, et assez complaisant ? Pour équilibrer la balance, je peux saluer en notre nom à tous — noter, là encore, le recours au truc éculé —, l'entrée en fonction des nouveaux directeurs de chaînes TV, à soixante-dix jours des législatives, c'est un plaisir. Bienvenue donc à Jean-Louis Guillaud, (« *TF 1* »), l'homme à poigne et aux cheveux en brosse, l'amateur de culottes de cheval, l'amoureux de la défense nationale, et l'animateur du Comité d'action civique qui avait dressé, en 1968, les listes des journalistes condamnés.

Salut aussi à Maurice Ulrich (« *Ant 2* »), le diplomate, l'homme de cabinet, le fonctionnaire sanglé dans son vocabulaire et ses circulaires, le spécialiste des colonies, bref l'homme sûr choisi par le président Giscard d'Estaing lui-même pour mettre un peu d'ordre dans les « *fantaisies* » de Marcel Jullian, décidément trop saltimbanque.

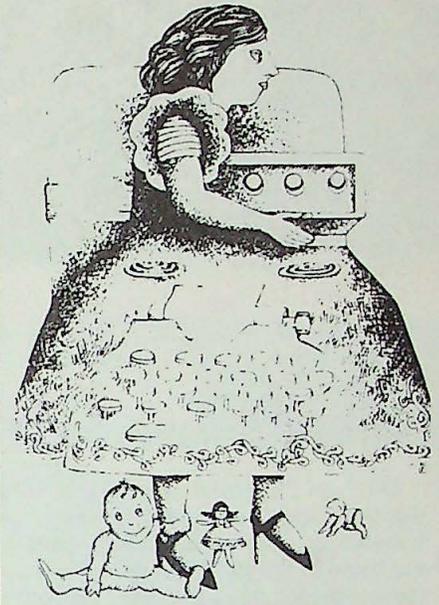
Mille hommages enfin à Claude Contamine (« *FR 3* »), qui se succède à lui-même, mais perd don directeur général Maurice Cazeneuve, coupable de penchant trop accusé à la « création » (laquelle, « *fêtes* » mises à part, est la peau de chagrin que l'on sait). Et à Mme Jacqueline Baudrier, qui présente depuis longtemps toutes les garanties nécessaires...

Calez-vous bien : on va déguster !

Philippe MARIELIE ■

AGENDA 1978

NOTES SUR L'HISTOIRE
DES FEMMES AU QUÉBEC



LES ÉDITIONS DU REMUE-MÉNAGE

De mémoire de femme

Les éditions du remue-ménage viennent de publier un agenda pour l'année 1978 (1). Un agenda un peu spécial. En effet, si les femmes ont, de « *mémoire d'homme* », été absentes des grands moments de l'histoire, elles font soudain apparition dans cet agenda où la mémoire des femmes devient le fil conducteur des dates qui jalonnent le calendrier. Cet agenda constitue un véritable dossier sur l'histoire des femmes du Québec : Histoire certes brève, mais qui nous permet néanmoins de « flairer » dans quelle direction pointe l'histoire qui vient. Pour chacun des mois de l'année un thème est abordé : la lutte pour le droit de vote, le sexisme, l'avortement, le travail ménager, le travail salarié, etc. Rappel de dates, citations, commentaires émaillent cette petite histoire passionnante. Un dossier biographique, une bibliographie et un annuaire des services complètent cet agenda. Bref, un agenda original, pas prétentieux pour « *cinq cents* », qui a l'avantage de nous servir à petites doses quotidiennes la saveur de l'histoire des Québécoises. Un agenda qu'on ne relèguera pas aux poubelles après 1978 mais qu'on voudra ranger parmi nos livres d'histoire !!!

M.-A. R. ■

(1) Collectif, Agenda 1978, Montréal, éd. du Remue-ménage, 1977, 24 F, en vente à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.



3e festival des travailleurs immigrés une leçon d'unité

Du 7 au 22 janvier prochain, la Maison des travailleurs immigrés (MTI) et vingt-huit comités de soutien au festival, constitués sur toute la France, organisent, de manière décentralisée, le troisième festival des travailleurs immigrés.

Un festival, une fête. Avec un gala d'ouverture central (le 7 janvier à Lyon, le 8 janvier à la salle Wagram de Paris) et des manifestations éclatées — danses, chants, spectacles, débats — dans une trentaine de villes et localités.

« Il s'agit, me dit Boudjema qui suit à la MTI les problèmes des comités locaux, de permettre aux immigrés, d'affirmer leur identité culturelle, en laissant la parole à la diversité de leurs cultures et de leurs expériences. »

Thème périlleux que celui de « l'identité culturelle », et qui pourrait être prétexte à de démobilisantes nostalgies passées. Ici pourtant, rien de tel : le festival n'entend pas faire oublier leur sort aux travailleurs immigrés. Pas question de fuir la réalité quotidienne dans quelques fugaces festivités de week-end. Pas question de larguer le présent en cultivant, sur fond de mal du pays complaisant, le souvenir des traditions et des coutumes qu'on a laissées derrière soi quand on a pris le bateau pour Marseille et qu'on s'en est allé, « comme les souches, après la pluie, sur la rivière », loin du pays natal.

Il s'agit, au contraire, avec les outils linguistiques, musicaux, chorégraphiques fournis par sa culture originelle — culture réinterprétée par l'expérience cruelle de l'émigration —, de dire la condition et le combat qu'on mène aujourd'hui. Non pas de retrouver la voix du vieil homme d'avant l'exil, ni le langage du père ou du grand-père restés au village ibérique, africain ou maghrébin ; mais d'affirmer son identité de travailleur immigré.

Une identité fondée sur la communauté d'itinéraire, de condition et de lutte qui est celle, d'où qu'ils viennent, de tous les immigrés : ne quitte-t-on pas le Sénégal pour les mêmes raisons qu'on quitte le Maroc — pour fuir le chômage et la misère qui sont le lot des pays étranglés par

l'impérialisme ? Ne trouve-t-on pas, à Lyon, Paris, Clermont, Nice ou Strasbourg, le même ghetto des foyers sans fraternité, les mêmes besognes d'éboueurs ou d'OS à la chaîne, les mêmes antichambres préfectorales paperassières, les mêmes commissariats hostiles, les mêmes campagnes xénophobes d'une certaine presse Hersant, le même racisme plus ou moins latent, plus ou moins patent ?...

Laissés à l'initiative des comités locaux, les thèmes des débats retenus se nouent d'ailleurs, sauf exceptions, autour d'un problème d'une brûlante actualité : celui de la sécurité des immigrés. Une sécurité menacée par les mesures Stoléru, les circulaires discriminatoires, les expulsions arbitraires, les licenciements abusifs, les restrictions à la liberté d'association, les contrôles policiers incessants, les attentats racistes impunis...

« Mais, ajoute Boudjema, au-delà de la simple dénonciation de pratiques inadmissibles, ces débats déboucheront sur des revendications positives : revendication pour le droit à la dignité, pour le droit d'expression et de réunion, pour le droit au travail, au logement, à la formation, pour le droit à la sécurité. Et finalement sur l'affirmation de notre volonté d'unité et de solidarité. Car, en affirmant son identité culturelle, le travailleur immigré retrouvera le sentiment de dignité qui lui donnera le courage de se poser en égal du travailleur français. » Un travailleur français trop souvent enclin à ne voir, dans son collègue étranger, qu'un « barbare » inculte et fruste au lieu du représentant d'une culture différente, complète, raffinée souvent et que son enrancement dans la vie quotidienne des travailleurs préserve de toute tentative de falsification ou de détournement.

Car on ne verra pas, à ce festival, les troupes patentées par les autorités officielles, les groupes institutionnalisés qui pensent bien et mangent dans la main de qui les subventionne. Fonctionnant avec un budget minime, le festival a refusé l'argent de l'Office national de promotion culturelle des immigrés que patronnent les pouvoirs

publics. Il s'autofinance au maximum. Constituées elles-mêmes de travailleurs immigrés, les troupes invitées joueront bénévolement. Les droits d'entrée aux spectacles devraient tout juste couvrir les dépenses, les comités bénéficiaires versant dans un pot commun l'excédent éventuel de leurs recettes qui permettra d'aider les comités déficitaires.

Mais ce souci d'autonomie n'est pas volonté de repli sur soi-même. Il est au contraire la condition du dialogue à égalité, le tremplin d'une unité et d'une solidarité sans faux-semblants ni paternalisme.

« C'est sur cette leçon d'unité que j'aimerais mettre l'accent » dit Boudjema. Unité entre immigrés venus, on l'a dit, d'horizons fort divers. Unité entre travailleurs en exil et travailleurs restés au pays. Unité enfin entre travailleurs français et travailleurs immigrés. La plus difficile à réaliser peut-être, du fait des tendifances longtemps intégratrices et assimilatoires des organisations ouvrières françaises, du fait de la méfiance aussi — et pour cause — des organisations autonomes d'immigrés. « C'est pourtant sur ce terrain que nous enregistrons les progrès les plus sensibles depuis le premier festival de Suresnes en 1975 », relève mon interlocuteur. Pour la première fois en effet, le festival bénéficie du soutien explicite d'organisations ouvrières françaises, et qui ne sont pas seulement les organisations spécialisées, comme la CIMADE ou la FASTI, dans la solidarité avec les travailleurs étrangers : la CFDT appuie au niveau confédéral, et non plus seulement au niveau régional, l'initiative de la MTI ; les municipalités socialistes prêtent leurs salles aux comités locaux ; le PSU invite ses militants à aider les comités et à participer au festival...

Une leçon d'unité à la base, décentralisée, respectueuse du droit à la différence et de la volonté d'autonomie des groupes d'immigrés : cela mérite d'être applaudi, médité et encouragé, surtout dans la période actuelle, non ?

Claude DESLHIAT ■